

39^E SOMMET DES CHEFS D'ETAT
ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION
AFRICAINES
**LES CRIMES COLONIAUX AU MENU
DES TRAVAUX**

Les responsables africains se pencheront, dans le cadre des travaux du 39^e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), dont l'ouverture est programmée samedi à Addis-Abeba, sur un rapport portant sur les démarches entreprises par les États membres autour du thème de la « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations », et seront appelés à entériner la « Déclaration d'Alger » relative aux crimes coloniaux commis en Afrique.



P.7

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Samedi 26 chaâbane - 14 Février 2026 - N° 1235: ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

EXPLOSIONS
NUCLÉAIRES FRANÇAISES
EN ALGÉRIE

**UNE PREUVE
IRRÉFUTABLE DE LA
BARBARIE ET DE LA
BRUTALITÉ DU
COLONISATEUR
FRANÇAIS CONTRE
L'HUMANITÉ**



Le professeur d'histoire Mohamed Belhadj, de l'Université d'Oran 1 « Ahmed Ben Bella », a affirmé que les explosions nucléaires de Reggane (au sud de la wilaya d'Adrar), survenues le 13 février 1960, constituent une preuve irréfutable de la barbarie et de la brutalité du colonisateur français contre l'humanité.

P.16

STARTUPS ET INNOVATION

**DES IDÉES
TRANSFORMÉES EN
FORCE ÉCONOMIQUE
LOCALE**

L'Université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès a accueilli jeudi soir la rencontre Algeria Disrupt, un événement consacré à l'innovation et aux startups des wilayas de l'Ouest algérien.

P.2

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HIER À ADDIS-ABEBA À PROPOS
DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

**«NOUS FAISONS AUJOURD'HUI FACE À DES
PRESSIONS POUR SACRIFIER NOTRE SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE AFIN
DE SUPPORTER LE FARDEAU DES PAYS QUI
N'ASSUMENT PAS LEURS RESPONSABILITÉS»**



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, vendredi à Addis-Abeba, une allocution aux participants aux travaux du Comité des chefs d'Etat et de Gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC), lue par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb.

LES ENFANTS EN TEMPS DE GUERRE
L'ONU APPELLE À LES PROTÉGER

L'ONU s'est alarmée par les violations graves commises contre les enfants en temps de guerre, rappelant que la prévention et la protection "vont de pair", à l'occasion de la Journée internationale contre l'utilisation d'enfants soldats.

P.7

TRANSPORTS EN COMMUN

LA DISTRIBUTION DES BUS IMPORTÉS A COMMENCÉ

La réception et la distribution des 10.000 bus importés ont débuté jeudi à Alger. Cette opération d'envergure, qui ciblera dans un premier temps les grandes villes du pays, vise à renforcer le transport public et à améliorer les déplacements quotidiens des citoyens.

Par Chaimaa Sadou

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé le lancement progressif de la réception des 10.000 bus importés. S'exprimant devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé que la distribution de ces véhicules a débuté et concernera en priorité les grandes villes afin de soutenir le réseau de transport public à travers les wilayas.

Cette initiative, prise conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, répond à un objectif clair : améliorer la qualité du service de transport urbain et alléger la pression subie par ce secteur. "Il s'agit de faciliter le déplacement des citoyens et d'offrir un service plus confortable", a souligné le ministre.

La première phase de cette vaste opération concernera plusieurs wilayas majeures du pays. Parmi elles figurent Alger, Oran, Constantine, Annaba, Béjaïa et Sidi Bel Abbès. Par la



suite, le dispositif sera élargi pour toucher quatre wilayas de l'Est, quatre du Centre et quatre de l'Ouest. Selon les déclarations du ministre, la totalité des bus devrait être répartie sur l'ensemble du territoire national avant la fin du mois de mars prochain.

Parallèlement à ce volet terrestre, M. Sayoud a également évoqué les efforts de l'État dans le domaine du transport aérien et maritime. Pour le Grand Sud, il a mis en avant la volonté d'améliorer l'interconnexion aérienne, avec la réouverture de

certaines aéroports restés longtemps fermés, notamment à Tiaret, avec un premier vol vers les wilayas du Sud.

En ce qui concerne le transport maritime, le ministre a rappelé l'ouverture du secteur à l'investissement privé. L'objectif est de relier les villages et communes côtières. Plusieurs opérateurs privés ont déjà reçu une autorisation préliminaire pour exercer cette activité, conformément au décret exécutif de 2008 régissant les concessions. Des discussions sont en cours avec la compagnie omanaise Asyad pour créer une entreprise mixte, destinée à renforcer l'expertise locale dans le transport maritime.

Avec la distribution massive de ces 10.000 bus et l'ouverture du secteur maritime au privé, l'État affiche sa volonté de moderniser en profondeur la mobilité des Algériens. Ces mesures, terrestres comme aériennes, visent à désenclaver les territoires et à fluidifier le transport, aussi bien dans les grandes villes que dans les régions du Sud.

C.S

STARTUPS ET INNOVATION

DES IDÉES TRANSFORMÉES EN FORCE ÉCONOMIQUE LOCALE

L'Université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès a accueilli jeudi soir la rencontre Algeria Disrupt, un événement consacré à l'innovation et aux startups des wilayas de l'Ouest algérien. Placée sous la supervision du ministre de l'Économie de la connaissance, des startups et des micro-entreprises Noureddine Ouadah, cette manifestation a permis de mettre en avant plusieurs expériences réussies dans la concrétisation de projets innovants, rendues possibles grâce au soutien de l'État à travers des programmes de financement, d'accompagnement et de formation.

Par Rihab Taleb

Lors de la clôture, des entrepreneurs ont présenté leurs parcours et souligné l'importance des dispositifs mis en place par les pouvoirs publics. Ils ont insisté sur le rôle des microcrédits, des programmes de soutien à l'entrepreneuriat, de l'accompagnement technique et des incubateurs d'entreprises, qui ont contribué à transformer des idées en projets concrets capables de rivaliser sur le marché algérien.

Parmi les témoignages, Hadjer Tatati a exposé son expérience dans la création d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de jouets et de jeux éducatifs, elle a expliqué que les programmes de formation et d'appui lui ont permis de développer

des produits pédagogiques innovants et de transformer son idée en un projet industriel visant à renforcer la production locale.

Ahmed Dahou Ali a partagé son parcours dans le domaine des plateformes numériques, il a souligné l'importance de l'accompagnement technique, de la formation spécialisée et des opportunités de mise en relation avec des investisseurs offertes par les programmes d'accélération, qui ont été des facteurs déterminants dans la croissance de son projet.

Quant à Lakhdar Mohamed Rabie, il a présenté son expérience dans la création d'une entreprise industrielle de batteries automobiles. Il a affirmé que les dispositifs de soutien et de financement disponi-

bles, ainsi que l'orientation en matière de qualité et de production, ont été essentiels pour développer son projet et élargir ses capacités de production.

Les participants ont souligné que ces expériences ont été orientées par les efforts de l'État pour soutenir l'entrepreneuriat et offrir un environnement favorable aux jeunes porteurs de projets. Ils ont mis en avant la simplification des procédures, l'accès au financement et l'accompagnement technique, autant de mesures qui renforcent l'intégration des jeunes dans l'économie formelle et favorisent la création d'entreprises productives.

Le ministre Noureddine Ouadah a visité l'exposition des projets innovants organisée à cette occasion. Il

a échangé avec les porteurs de projets et insisté sur l'importance de soutenir de telles initiatives, qui reflètent le potentiel des jeunes en matière d'innovation et de solutions locales.

Le ministre a également souligné que l'organisation d'une exposition de projets innovants au sein de l'université s'inscrit dans le cadre de l'activation du rôle des établissements universitaires en tant que plateformes de créativité et d'innovation. Il a appelé à renforcer la complémentarité entre la recherche scientifique et l'entrepreneuriat, dans le but de faire de l'université un véritable moteur de l'économie nationale fondée sur le savoir.

R.T

EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADHAN

IMPORTATION DE PLUS DE 144.000 TÊTES DE MOUTON ET DE 46.000 TÊTES DE BOVIN

Plus de 144.000 têtes de mouton et de 46.000 têtes de bovin destinées à l'abattage seront importées en prévision du mois de Ramadhan, dans le cadre des mesures visant à renforcer l'approvisionnement du marché national, a annoncé un responsable au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de la régulation et de l'approvisionnement du marché national au ministère, Ahmed Mokrani, a précisé que l'opération englobe l'autorisation de l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) et de l'EPE Entrepôts frigorifiques de la Méditerranée (FRIGOMEDIT) à importer environ 144.000 têtes de mouton vivant et plus de 46.000 têtes de bovin qui seront égorgées dans des abattoirs agréés.

Des opérateurs privés ont également entamé l'opération d'importation, du Brésil, de 21.000 tonnes de viande rouge emballées sous vide, pour soutenir l'offre nationale et ga-

rantir la stabilité de l'approvisionnement, a-t-il ajouté, évoquant la coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour élaborer un plan de distribution couvrant les différentes wilayas du pays.

Le responsable a rassuré quant à la disponibilité des produits de large consommation durant le mois sacré, notamment l'huile, le sucre, la semoule et la farine, relevant une stabilité ou une baisse des prix de certains légumes, grâce à l'amélioration de la production.

S'agissant du contrôle, M. Mokrani a fait état de la mobilisation de près de 85% des agents de contrôle du secteur, dont le nombre dépasse 90.000 agents mobilisés pour le suivi des marchés et la répression de la fraude, outre la mobilisation des laboratoires fixes et mobiles pour analyser les échantillons tout au long de la semaine.

RE

PROTECTION CIVILE

UNE OPÉRATION DE DON DE SANG EN SOUTIEN AUX ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

La Direction générale de la Protection civile (DGPC) a organisé, jeudi, une opération de don de sang au niveau de l'Ecole de la Protection civile (Alger) et dans ses annexes dans d'autres wilayas, en vue de renforcer les stocks de sang dans les établissements de santé, indique un communiqué de la DGPC.

Cette action humanitaire est organisée en coordination avec l'Agence nationale du sang (ANS), au niveau de l'Ecole de la Protection civile de Bordj El Bahri (Alger) et dans ses annexes dans les wilayas : Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Aïn Defla, Oum El Bouaghi, Aflou et Annaba, ajoute le communiqué, relevant que l'opération concerne 2.500 stagiaires et personnels de la DGPC.

Cette opération permet aussi "de renforcer les banques nationales de sang, d'assurer un approvisionnement continu des hôpitaux et cliniques et de sensibiliser la société à l'importance du don de sang et aux valeurs de solidarité", ajoute le communiqué.

RA

TRAVAUX DU COMITÉ DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT AFRICAINS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DEVANT LE COMITÉ DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT AFRICAINS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, vendredi à Addis-Abeba, une allocution aux participants aux travaux du Comité des chefs d'Etat et de Gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC), lue par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, dont voici la traduction APS :

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux,
Prière et paix sur le plus noble des Messagers,
Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le président de la Commission de l'Union africaine,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, d'adresser mes remerciements et de dire ma profonde gratitude à Son Excellence, Dr William Samoei Ruto, président de la République du Kenya, pays frère, pour son aimable invitation à la tenue de cette importante réunion. Mes remerciements vont également à M. Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine (UA), pour ses efforts soutenus au service de nos causes continentales.

Je tiens aussi à adresser mes chaleureuses félicitations au Premier ministre éthiopien, M. Abiy Ahmed, à l'occasion de l'organisation par son pays de la 39e session du Sommet de l'Union, en leur souhaitant à tous plein succès et en leur réitérant notre soutien total.

Mesdames et Messieurs,

Les effets délétères du changement climatique se sont transformés en un véritable obstacle entravant le processus de développement, en particulier dans notre continent africain, qui fait face au manque de financements nécessaires à l'adaptation climatique, dans un contexte marqué par la hausse de l'inflation mondiale et l'endettement de nombre de nos pays à des niveaux insoutenables. Cette réalité est devenue un facteur d'exacerbation des conflits, d'aggravation de la pauvreté et d'augmentation des inégalités, en particulier dans les pays les moins développés.

L'énorme paradoxe est que l'Afrique, qui n'a historiquement contribué qu'à une part infime des émissions mondiales de carbone, est celle qui souffre le plus des conséquences du changement climatique et qui bénéficie le moins du financement climatique indispensable pour investir dans des projets d'adaptation et de résilience.

Pis encore, nous faisons aujourd'hui face à des pressions pour sacrifier notre sécurité alimentaire et énergétique afin de supporter le fardeau des pays qui n'assument pas leurs responsabilités historiques en invoquant leurs priorités stratégiques.

Nous ne saurions ignorer ici les mesures commerciales unilatérales, dépourvues de tout fondement scientifique prouvant leur efficacité dans la lutte contre le changement climatique, alors que les études confirment leurs effets économiques et financiers dévastateurs sur la capacité de nos pays en développement à finan-



cer leurs politiques de développement.

Il est inacceptable d'avoir à subir les conséquences de tendances protectionnistes de parties extérieures, alors que ces mêmes parties se dérobent à leurs responsabilités évidentes.

Ce que nous avons observé lors de la dernière session de la conférence des parties (COP30), émaillée de tentatives de réécriture des principes de l'Accord de Paris, est une preuve éloquente du dangereux dérapage dans lequel certains pays développés cherchent à entraîner nos économies.

Nous affirmons depuis cette tribune que le respect effectif des engagements climatiques est tributaire de la réalisation d'une véritable justice climatique, incarnant les principes d'équité et de responsabilités communes, mais différenciées, ainsi que de la nécessité pour les pays développés de mener les efforts mondiaux, en réduisant leurs émissions et en fournissant le soutien financier et technologique nécessaire aux pays en développement, notamment africains.

De même, la réalisation d'une transition énergétique juste et le renforcement de la résilience face aux chocs climatiques nécessitent des mécanismes de financement plus flexibles et mieux adaptés, capables de combler le manque de ressources et d'accompagner les lourdes charges financières, en tenant compte des exigences du développement durable et de la responsabilité historique qui incombe aux économies développées dans la dégradation climatique actuelle.

Mesdames et Messieurs,

L'Algérie souligne la nécessité de préserver la cohésion du groupe africain lors des prochaines négociations internationales, d'œuvrer pour une transition juste bénéficiant à l'ensemble de nos pays, tout en s'écarter des approches individuelles qui ignorent une réalité immuable dans notre continent, l'adoption d'une position unifiée étant la voie idéale pour défendre nos intérêts communs, bâtir des partenariats internationaux et régionaux ambitieux, accroître les financements destinés à nos pays et faciliter le transfert technologique pour faire face au dilemme climatique persistant.

Dans ce contexte, cette approche doit tenir compte des circonstances nationales et des capacités disparates de nos pays, notamment à la lumière du recul notable du financement international. Face aux difficultés croissantes rencontrées par nos économies dans les équations climatique et commerciale, il est devenu impératif d'adopter une démarche qui réponde réellement à nos besoins et qui encourage les initiatives régionales et continentales, ainsi que la coopération Sud-Sud.

Comme contribution à cet effort continental, l'Algérie a travaillé au lancement d'une initiative visant à créer une force civile africaine pour faire face aux catastrophes naturelles, assurant une réponse immédiate et efficace et apportant le soutien nécessaire aux pays impactés.

Dans les domaines de l'énergie et de la gestion des ressources hydriques, l'Algérie

entend créer une synergie et une coopération bilatérale et régionale pour renforcer les capacités des pays voisins et échanger les meilleures pratiques, dont le projet d'interconnexion énergétique avec les pays du Sahel et l'initiative d'extension et de réhabilitation du barrage vert, qui comprend la mise en valeur de 4,7 millions d'hectares et la réhabilitation de 500.000 hectares, entre autres opportunités importantes visant à renforcer notre viabilité et le bien-être de nos peuples.

Monsieur le Président,

Notre continent a toujours été une source intarissable de richesses, dont les peuples ont été privés des décennies durant, en raison de politiques coloniales racistes. Il lui appartient aujourd'hui d'occuper la place qui sied à son potentiel et à son histoire, à la lumière d'un système international multilatéral aspirant à réaliser la justice climatique et à garantir le droit au développement.

Pour atteindre cet objectif, nous devons faire en sorte que les acquis de notre développement ne se perdent pas dans le flux des mutations géopolitiques effrénées. L'Algérie, pour sa part, est prête à contribuer par tous ses moyens à la réalisation de ce noble objectif.

Je vous remercie pour votre attention".

RA/APS

2^E SOMMET AFRIQUE-ITALIE À ADDIS-ABEBA

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, vendredi soir, une allocution aux participants aux travaux du 2e Sommet Afrique-Italie, tenu à Addis-Abeba, lue par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, dont voici la traduction APS :

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux,
Prière et paix sur le plus noble des Messagers,
Monsieur le président,
Excellences,
Madame la présidente du Conseil des ministres de la République italienne,
Mesdames et Messieurs,

Au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, j'ai le plaisir d'adresser mes sincères remerciements à la République italienne, pays ami, ainsi qu'à son Excellence, la présidente du Conseil des ministres, Mme Giorgia Meloni, pour l'organisation du 2e Sommet Italie-Afrique et pour le choix d'Addis-Abeba, siège de l'Union africaine (UA), pour abriter ses travaux à la veille de la tenue du sommet continental.

Cette concomitance confère à notre sommet une dimension politique particulière et traduit une prise de conscience croissante de l'importance de la dimension africaine dans l'établissement des partenariats internationaux. Elle nous place également devant une responsabilité collective reposant sur la clarté de la vision et l'engagement dans la mise en œuvre.

A cet égard, l'Algérie se félicite de cette initiative qui s'inscrit dans le cadre du Plan (Enrico Mattei) pour l'Afrique, un plan qui perpétue le nom d'une figure historique, associée à la défense de l'indépendance de la décision et au respect de la souveraineté des peuples, qui fut un ami fidèle de la Révolution de libération algérienne. L'Algérie évoque cette symbolique comme l'incarnation d'une vision éclairée des relations internationales, fondée sur le respect mutuel et les in-



térêts communs.

Ainsi, les travaux de ce deuxième sommet sont l'occasion d'évaluer ce qui a été accompli depuis le lancement du Plan Mattei et de définir, de manière collective et constructive, les priorités futures. L'Algérie y prend part en tant que partenaire actif, convaincue que l'Afrique n'accepte plus d'être un simple spectateur des politiques la concernant, mais entend être un acteur souverain dans leur élaboration et leur mise en œuvre.

Mesdames et Messieurs,

L'expérience algéro-italienne, qui remonte à plusieurs décennies, constitue aujourd'hui un levier concret pour le Plan Mattei, qui vient démontrer que la volonté politique et la confiance mutuelle permettent d'atteindre les objectifs escomptés, au service des intérêts des deux peuples et du renforcement de la stabilité régionale.

Dans ce contexte, notre partena-

riat stratégique dans le domaine de l'énergie représente un modèle exemplaire. L'Algérie voit la coopération énergétique comme un partenariat à long terme fondé sur les intérêts mutuels et le respect de la souveraineté nationale.

Aujourd'hui, l'Algérie est un principal fournisseur de gaz naturel pour l'Italie contribuant activement au renforcement de sa sécurité énergétique, parallèlement à des projets stratégiques communs entre Sonatrach et ENI dans les domaines de l'exploration et de la production.

Notre coopération bilatérale fructueuse s'est également étendue à d'autres secteurs vitaux, comme le projet agricole intégré à Timimoun, qui vise à renforcer la sécurité alimentaire et à créer une valeur ajoutée locale, ainsi que le Centre de formation, de recherche et d'innovation agricole Enrico-Mattei dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, à dimension africaine, qui

reflète notre engagement commun en faveur de l'investissement dans le capital humain et le transfert de connaissances.

De tels projets font du Plan Mattei un cadre opérationnel efficace dès lors qu'il se focalise sur des projets structurants, respecte les priorités de développement dans nos pays et s'inscrit, dans sa conception et sa mise en œuvre, dans une perspective africaine.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique place en tête de ses priorités l'établissement de partenariats équilibrés basés sur la réciprocité, la confiance et les intérêts communs à long terme et non pas sur des approches conjoncturelles ou unilatérales.

Partant de la vision africaine commune, l'Algérie affirme que le succès du partenariat Italie-Afrique exige de faire du développement économique et social en Afrique l'axe de toute coopération, de même que le respect de la souveraineté nationale et des choix de développement et le renforcement de la coordination avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine, outre la garantie d'un financement suffisant et la mise en œuvre efficace des projets.

Convaincue du potentiel du partenariat Italie-Afrique, l'Algérie réaffirme sa disposition à poursuivre sa contribution pour le faire aboutir dans un esprit responsable et constructif, en appelant de ses vœux une nouvelle étape (du Plan Mattei) qui soit plus ambitieuse, plus inclusive et plus efficace, en vue de construire ensemble un avenir commun prospère au service de l'Afrique et de l'Italie.

Je vous remercie pour votre attention".

RA/APS

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

EXAMEN DU RENFORCEMENT DES PERSPECTIVES DE PARTENARIAT ENTRE SONATRACH ET SONABHY

Le groupe Sonatrach et la Société nationale burkinabé d'hydrocarbures Sonabhy ont examiné, vendredi à Ouagadougou (Burkina Faso), les moyens de renforcer la coopération et les perspectives de partenariat dans le secteur des hydrocarbures, notamment dans le domaine de l'investissement et de l'échange d'expertise et de connaissances techniques, a indiqué un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

L'examen des moyens de coopération entre les deux entreprises a eu lieu lors d'une réunion de coordination qui s'est déroulée au siège de la direction générale de la Sonabhy, ayant regroupé le PDG du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, et le représentant du directeur général de la Sonabhy et ses cadres, ainsi que le directeur général des Hydrocarbures au ministère des Hydrocarbures et des Mines, Mourad Beldjehem, et le PDG de Naftal, Djamel Cherdoud, et ce dans le cadre de la visite de travail de la délégation algérienne en République du Burkina Faso.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la dynamique renouvelée marquant la coopération algéro-bur-

kinabé, en concrétisation des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider les partenariats africains et à renforcer la coopération Sud-Sud, notamment dans les secteurs stratégiques à impact direct sur le développement socioéconomique, selon le communiqué.

Au cours de cette réunion, les deux parties ont examiné les moyens de renforcer les relations de coopération et les perspectives de partenariat dans le secteur des hydrocarbures, notamment les mécanismes permettant au Burkina Faso de bénéficier de l'expertise algérienne dans la production, le transport et la distribution de produits pétroliers, dont le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et le propane.

La possibilité d'accompagner le Burkina Faso à mettre en place un centre de remplissage de bouteilles de gaz butane et le doter en équipements nécessaires, notamment les bouteilles et leurs accessoires, a également été évoquée, outre le développement de programmes de formation dans ce domaine, a ajouté la même source.

Les discussions ont également porté sur les opportunités d'échange d'expertise et de connaissances techniques, le renforcement des programmes de formation et le développement des compétences humaines, ainsi que sur la possibilité de tirer profit de l'expérience du Groupe Sonatrach et de ses filiales, notamment Naftal.

Dans ce cadre, M. Daoudi a réaffirmé la disposition du groupe à accompagner les efforts de Sonabhy visant à développer le secteur des hydrocarbures et à améliorer sa performance, dans le cadre d'une approche fondée sur le partenariat équilibré et les intérêts mutuels, selon le ministère.

La Société nationale burkinabé d'hydrocarbures (Sonabhy) est une entreprise publique chargée de l'importation, du stockage, du transport, du traitement et de la commercialisation des hydrocarbures liquides et gazeux, outre la réalisation d'installations de stockage afin de garantir la sécurité énergétique du Burkina Faso.

RE

LORS D'UNE PLÉNIÈRE À L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE MET EN AVANT LE RÔLE DU SECTEUR DANS L'APPUI DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, M. Bachir a salué le rôle que joue le secteur public industriel et commercial dans l'économie nationale, précisant que "son chiffre d'affaires global a atteint, l'année dernière, environ 562,9 milliards de dinars, alors que les exportations ont dépassé 3,38 milliards de dinars".

Pour renforcer ce secteur vital qui comprend près de 101 000 travailleurs, le ministre a fait savoir que son département ministériel a engagé plusieurs réformes structurelles et organisationnelles profondes, notamment dans le domaine du développement des entreprises publiques économiques industrielles, qui "ont été organisées au sein de huit sociétés holdings industrielles et de deux groupes industriels, en sus de certaines participations majoritaires et minoritaires".

S'agissant des unités industrielles récupérées dans le cadre de la lutte contre la corruption, M. Bachir a précisé que "conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les actifs et biens de 92 unités de production faisant l'objet de confiscations en vertu de jugements définitifs ont été transférés au portefeuille du secteur public industriel et commercial, dont 62 unités ont repris leurs activités au cours des années 2024-2025, 22 unités sont programmées pour être relancées cette année, et huit autres en 2027".

Par ailleurs, le ministre a évoqué le secteur automobile, rappelant les dispositions prises par les autorités publiques, notamment l'autorisation pour les citoyens d'importer des véhicules touristiques de moins de trois ans.

Pour ce qui est de la construction des véhicules et poids lourds, il a indiqué que l'agrément a été ac-

cordé à 16 constructeurs automobiles, dont des sociétés de fabrication de motos, de matériel agricole et autres de fabrication de camions et de tracteurs, outre l'agrément d'une seule activité de fabrication à l'entreprise "Stellantis Production Algérie" pour la fabrication de la marque "Fiat".

M. Bachir a rappelé également que deux licences préalables ont été accordées à la société algéro-chinoise de construction automobile pour la fabrication de la marque "Chery" et à "Hyundai Motors Manufacturing Algeria" pour la fabrication de la marque "Hyundai", en attendant l'obtention d'un foncier industriel pour concrétiser leur projet avant l'octroi de l'agrément définitif, ajoutant que deux autres sociétés seront annoncées dès l'obtention de leurs licences préalables.

RE

OUARGLA PLUSIEURS RÉALISATIONS DONT UNE ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE

M.Kamel Beddari, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a officiellement marqué le début des travaux de construction de l'École normale supérieure (ENS) en posant la première pierre sur le site retenu, situé dans la zone réservée aux infrastructures publiques du chef-lieu de la wilaya.

Par Tinhinane Bendahmane

Lors de cette étape de son déplacement professionnel, le ministre a précisé que cette infrastructure future, une fois fonctionnelle, contribuera à étoffer l'offre de formation des enseignants pour les trois niveaux d'éducation dans les régions méridionales. Les explications fournies à la suite ministérielle détaillent que l'édifice abritera des classes modernes, des amphithéâtres, des espaces de laboratoire, une médiathèque contemporaine et des bureaux administratifs.

Fouzi Benbrahim, directeur de l'ENS



d'Ouargla, a souligné la vocation de ce nouveau site : optimiser les cadres de l'enseignement et de la recherche, et permettre à davantage d'étudiants d'accéder à des filières variées, notamment celles destinées à préparer les futurs professeurs des collèges et lycées. Au fil de son périple, le ministre a évalué l'état d'avancement d'un vaste pôle universitaire pouvant recevoir de 6 000 à 10 000 apprenants, où la réalisation des unités de médecine et de biologie est achevée à 98 %. Il a également ouvert un espace dédié à

l'accompagnement des étudiants créateurs de projet, ainsi qu'une structure d'incubation d'entreprises, développée avec la société SLB (ex-Schlumberger), visant la naissance d'une douzaine de jeunes pousses. Par ailleurs, le ministre a initié le fonctionnement d'un laboratoire d'intelligence artificielle de dernière génération, et dévoilé un atelier de fabrication (FAB-LAB), issu d'une collaboration avec TotalEnergies, destiné à promouvoir la recherche concrète et l'inventivité dans le monde

académique. En parcourant une vitrine de créations étudiantes originales, M. Beddari a affirmé que grâce à ces équipements, l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO) évolue vers le modèle du quatrième âge universitaire, caractérisé par la transition numérique et l'adaptation aux mutations contemporaines. Il a ajouté que l'établissement s'engage à promouvoir la culture de l'initiative, en convertissant des concepts créatifs en activités utiles, participant ainsi au développement socioéconomique territorial. Cette impulsion, a-t-il poursuivi, répond aux objectifs fixés par la stratégie présidentielle, qui positionne l'éducation supérieure comme un levier essentiel pour un progrès significatif à l'échéance 2029. Au sein du troisième pôle universitaire, le ministre a lancé l'opération de plantation de 27 000 végétaux, baptisée « Un arbre par étudiant ».

Il a ensuite ouvert plusieurs autres équipements, dont un pôle numérique destiné aux personnes en situation de handicap, et une unité consacrée à la propriété intellectuelle et industrielle, avant de découvrir les travaux présentés par les étudiants au centre de loisirs scientifique et culturel. Le ministre devait, par ailleurs, participer à une réunion avec les acteurs universitaires et superviser la signature d'accords de coopération avec des partenaires économiques.

T.B

EL-MEGHAÏER UN SILO DE 50 000 QUINTAUX BIENTÔT OPÉRATIONNEL

Les autorités de la wilaya ont annoncé la prochaine mise en service d'un centre de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 50 000 quintaux dans la commune de Djamaâ, située à 48 kilomètres au sud d'El-Meghaïer. Lors d'une récente inspection sur site, le wali Laredj Nehila a ordonné l'accélération des derniers travaux afin que cette structure, dont l'avancement a atteint 98 %, soit livrée dans les meilleurs délais. Ce centre fait partie d'un ensemble de quatre

infrastructures similaires programmées dans la wilaya. Selon les informations recueillies, trois d'entre elles ont déjà été inaugurées dans les localités d'Oum-Tyour, Stil et El-Meghaïer. La fiche technique du projet révèle que l'édifice s'étend sur une superficie totale de 25 000 m², avec une surface construite de 7 800 m². Il comprend principalement un espace de stockage, une unité de contrôle pondéral, un bâtiment administratif, un poste de transformation électrique

ainsi qu'une réserve d'eau d'une capacité de 150 m³. À cette occasion, le chef de l'exécutif local a souligné que ces installations, qui participent à la stratégie nationale de garantie de la sécurité alimentaire, offriront aux agriculteurs locaux des solutions de stockage plus accessibles et réduiront leurs déplacements vers d'autres wilayas.

T.B

AÏN TEMOUCHENT 10,19 MILLIARDS DE DINARS ALLOUÉS AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Par Ali Boudefel

Le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a révélé jeudi que sa wilaya a obtenu une enveloppe de 10,19 milliards de dinars sous forme d'autorisations de programme destinées à financer les projets sectoriels de l'exercice en cours. Lors des délibérations du conseil exécutif, il a insisté sur la nécessité de valoriser ces ressources financières, qui doivent insuffler une dynamique nouvelle et concrète au progrès territorial. Dans cette optique, le premier responsable de la wilaya a enjoint les chefs de services départementaux à enclencher sans tarder les démarches techniques, incluant l'élaboration des études préalables et des documents d'appel d'offres, et à engager la réalisation

des programmes dans le strict respect du code des marchés publics et des échéances fixées. Ali Goubaa, directeur local de la programmation et du suivi budgétaire, a précisé que le plan de développement sectoriel pour cette année comporte 95 actions. Parmi celles-ci, 54 concernent l'éducation nationale, couvrant l'ensemble des trois paliers scolaires. Le domaine de la santé publique se voit attribuer une dotation de 1,37 milliard de dinars pour mener à bien six projets d'infrastructure. Enfin, le secteur des travaux publics bénéficie d'une allocation de 2,79 milliards de dinars destinée à sept chantiers, tandis que dix autres opérations sont planifiées pour les domaines de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, selon les informations fournies par ce même responsable.

A.B

BLIDA PRÈS DE 450 SPÉCIALISTES ÉCHANGENT SUR LES AVANCÉES EN MÉDECINE INTERNE

Une session de perfectionnement médical axée sur la médecine interne a réuni jeudi à Blida environ 450 praticiens spécialistes provenant de plusieurs wilayas de la région Centre, sous l'encadrement d'une équipe d'experts. Cette manifestation s'est déroulée au sein de l'Établissement hospitalier spécialisé dans la greffe d'organes et de tissus de l'hôpital "Frantz Fanon", rassemblant des professionnels exerçant dans les structures sanitaires de Tipasa, Alger, Tizi-Ouzou et Blida. Selon le professeur Bachir Cherif Abdelghani, chef du service de médecine interne de l'hôpital, cette rencontre, organisée par la Faculté de médecine de l'Université "Saâd Dahlab" en collaboration avec l'Association algérienne des maladies rares et des maladies auto-immunes et l'Association algérienne de médecine interne, a pour objectif principal d'intensifier les débats scientifiques et le partage d'expertises concernant les méthodes diagnostiques et les approches

thérapeutiques. Les discussions ont abordé diverses thématiques liées notamment à la prévention des complications liées aux pathologies courantes telles que l'obésité, le diabète, l'hypertension artérielle et les affections cardiovasculaires, sans oublier les maladies rares. Les communications ont mis en lumière l'ensemble des pathologies susceptibles d'entraîner des complications sévères en l'absence d'une alimentation adaptée et d'un suivi médicamenteux rigoureux, en insistant particulièrement sur l'obésité qui constitue un facteur déclenchant de nombreuses affections comme le diabète, les troubles cardiaques et même certains cancers. Ce rassemblement scientifique a par ailleurs offert aux participants l'opportunité de découvrir les derniers protocoles thérapeutiques et les techniques diagnostiques innovantes, notamment celles faisant appel à l'imagerie médicale.

A.B

TINDOUF ATTRIBUTION DE QUINZE CONCESSIONS AGRICOLES

Une cérémonie officielle s'est tenue jeudi à Tindouf pour la remise de quinze titres de concession aux attributaires de la campagne régularisation des terres agricoles, initiative s'inscrivant dans la dynamique de valorisation du secteur primaire. Dans l'enceinte de la salle des conférences de l'administration locale, Abderrahmane Khidi, Directeur général des Domaines de l'État, et Mohamed Ameziane Lansari, Directeur général de l'Office national des terres agricoles, ont conjointement procédé à cette distribution en présence des responsables locaux, des membres des assemblées élues et de représentants associatifs. Le premier responsable des Domaines a rappelé que cette action concrétise les directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui insistent sur l'accélération du processus de régularisation du patrimoine foncier agricole et l'attribution légale des parcelles aux bénéficiaires légitimes. Il a précisé que les récipiendaires sont des agriculteurs et investisseurs locaux ayant satisfait à l'ensemble des critères juridiques et réglementaires exigés. Cette mesure participe à la dynamisation des investissements dans le domaine agricole et au renforcement de la production nationale, s'intégrant pleinement dans la politique étatique de développement du secteur primaire déployée sur l'ensemble du territoire, a-t-il ajouté. Le patron de l'Office national des terres agricoles a, pour sa part, souligné lors des échanges la nécessité d'une synergie accrue entre les responsables de son institution et ceux des Domaines dans chaque wilaya afin d'optimiser la gouvernance du foncier agricole et de favoriser l'émergence de projets productifs. Cette rencontre a offert un cadre propice au rapprochement des positions et à l'harmonisation des interventions des divers acteurs concernés, permettant ainsi l'adoption d'une approche commune et performante destinée à mettre en valeur les terres cultivables et à accompagner l'essor agricole au plan national.

A.B

EN RAISON D'UN GRAVE PROBLÈME TECHNIQUE

BMW RAPPELLE DES CENTAINES DE MILLIERS DE VOITURES

La firme allemande BMW a récemment officialisé une vaste opération de rappel touchant plusieurs centaines de milliers de ses automobiles, en raison d'un danger potentiel d'embrasement, a déclaré une représentante de l'entreprise, validant ainsi les révélations du périodique spécialisé Kfz-Betrieb.

Par Nawal Bordji

Dans un communiqué officiel, le groupe a expliqué que des évaluations qualité et des retours de la clientèle ont mis en évidence que, sur les modèles concernés, le dispositif de lancement du moteur est susceptible de présenter une défaillance, pouvant aboutir "dans l'hypothèse la plus défavorable à un feu du véhicule".

Le magazine Kfz-Betrieb avance le chiffre de 575 000 unités concernées à l'échelle planétaire, une donnée que l'attachée de presse de BMW n'a pas validée explicitement, se limitant à évoquer un volume "à six chiffres".



Selon les informations fournies par le constructeur, seize séries différentes, dotées d'un relais de démarreur fabriqué entre juillet 2020 et juillet 2022, présentent cette anomalie. La campagne inclut également les voitures ayant reçu un

démarreur défaillant lors d'une intervention de maintenance ultérieure.

Plus techniquement, BMW a observé qu'une "détérioration" peut affecter un élément du démarreur "après un nombre conséquent de cycles de mise en marche", perturbant

le bon fonctionnement du moteur. Cette anomalie peut dégénérer en "court-circuit". Le constructeur précise que ce phénomène est susceptible d'entraîner un échauffement localisé au niveau du démarreur, pouvant conduire "à un incendie du véhicule" dans les cas extrêmes.

En conséquence, le groupe préconise aux propriétaires de ne pas laisser leur automobile sans surveillance immédiatement après avoir actionné le contact. BMW indique par ailleurs que "le démarreur doit être remplacé sur tous les véhicules potentiellement affectés", et que sur certaines versions, la batterie devra également être changée "pour garantir sa compatibilité avec le nouveau démarreur".

Pour mémoire, le constructeur avait déjà lancé une campagne de rappel concernant 1,5 million d'unités fin 2024, liée à une défaillance du mécanisme de freinage, ce qui l'avait obligé à revoir ses prévisions annuelles à la baisse. BMW a toutefois minimisé l'impact financier de cette nouvelle opération, le jugeant mineur, voire inexistant, sur les comptes du groupe.

N.B

GÉOPOLITIQUE DES HYDROCARBURES WASHINGTON TABLE SUR CINQ MILLIARDS SUPPLÉMENTAIRES ISSUS DU PÉTROLE VÉNÉZUÉLIEN

Selon une déclaration du secrétaire américain à l'Énergie, Chris Wright, rapportée jeudi par NBC News, les recettes générées par les exportations pétrolières du Venezuela, placées sous supervision états-unienne, ont franchi le cap du milliard de dollars depuis l'arrestation du président Nicolás Maduro en janvier. Des accords conclus pour les prochains mois devraient rapporter cinq milliards de dollars additionnels.

Lors d'un entretien accordé au deuxième jour de sa visite au Venezuela, M. Wright a précisé qu'une part significative de ce brut est traitée dans des raffineries américaines, les fonds étant reversés au gouvernement intérimaire vénézuélien par l'administration Trump. Il a indiqué que les transactions ont déjà dépassé le milliard de dollars, et que des arrangements à court terme permettront d'atteindre cinq milliards supplémentaires.

Accompagné de représentants de la compagnie Chevron, le ministre a inspecté jeudi des installations situées dans la ceinture de l'Orénoque, après avoir rencontré la veille Delcy Rodríguez, présidente par intérim et ministre du Pétrole. Cette visite constitue le premier déplacement d'un haut responsable américain depuis l'intervention ayant conduit au départ de M. Maduro il y a six semaines.

M. Wright a affirmé que Washington maintiendrait son contrôle sur ces transactions et la circulation des capitaux jusqu'à l'établissement d'une instance représentative au Venezuela. Il a également estimé probable la tenue d'élections libres avant la conclusion du second mandat de Donald Trump.

Le secrétaire à l'Énergie a révélé que le groupe Exxon Mobil engage actuellement des discussions avec les autorités vénézuéliennes et collecte des informations sur le secteur pétrolier, malgré les propos de son PDG Darren Woods qualifiant le pays de "non investissable" lors d'une réunion à la Maison-Blanche en janvier. "Ils rassemblent des

données, ils analysent la situation. C'est une entreprise importante qui avance avec prudence et méthode", a-t-il commenté, reconnaissant les difficultés passées d'investissement tout en affirmant que le pays devient progressivement propice aux affaires.

Sollicité, Exxon n'a pas donné suite. Le premier groupe pétrolier américain observe une attitude réservée concernant des engagements durables au Venezuela, qu'il avait quitté en 2007 après l'expropriation de ses actifs. Fin janvier, M. Woods avait néanmoins évoqué la possibilité d'envoyer une mission technique pour évaluer les infrastructures, exprimant sa confiance dans le rôle facilitateur de l'administration Trump.

Concernant Chevron, seul producteur états-unien actuellement implanté, M. Wright a souligné l'ampleur des projets d'expansion en cours, évoquant des "investissements considérables" et une "croissance remarquable de l'extraction, démarche audacieuse pour un groupe traditionnellement circonspect". Il a indiqué à Bloomberg TV que la production vénézuélienne, actuellement d'environ un million de barils quotidiens, pourrait progresser de 30 à 40 % en un an. David Goldwyn, ancien diplomate énergétique au Département d'État, a tempéré ces prévisions, jugeant "quelque peu irréaliste" une telle augmentation compte tenu du délabrement des installations, des incertitudes économiques, politiques et fiscales persistantes. Selon lui, une croissance de 30 % serait envisageable sur douze à dix-huit mois à condition de réunir stabilité politique, contrats de partage attractifs et coopération de la compagnie nationale PDVSA.

Lors d'un échange avec CNN, M. Wright a précisé que Chevron devrait doubler sa production sur l'un de ses sites vénézuéliens d'ici dix-huit mois, voire la quintupler à l'horizon cinq ans. Chevron n'a pas répondu aux sollicitations.

N.B

TURBULENCES BOURSIÈRES DANS LE SECTEUR TECHNOLOGIQUE LES LEADERS DU SECTEUR EN MAUVAISE POSTURE

Depuis leurs pics atteints fin 2025, les valorisations des deux mastodontes ont chuté de plus d'un cinquième. Ces replis résultent d'une sensibilité accrue des marchés et d'interrogations grandissantes concernant la rentabilité des technologies d'intelligence artificielle.

L'enthousiasme effréné laisse place à un réveil difficile. Depuis l'amorce de cette année, les entreprises positionnées sur l'intelligence artificielle voient leurs titres vaciller. L'indice Nasdaq 100, qui regroupe les valeurs technologiques américaines, a cédé plus de 2 %. Au sein de cette atmosphère morose qui perdure depuis plusieurs mois, certains ténors de l'IA affrontent une période particulièrement rigoureuse.

Alors qu'Alphabet et Meta maintiennent tant bien que mal leurs cotations stables depuis janvier, Amazon enregistre une dépréciation de 12 % depuis le 1er janvier et de 22 % par rapport à son sommet du 3 novembre. Microsoft essuie une déconvenue encore plus sévère avec une contraction de 17 % depuis le début de l'année et de 26 % après le 29 octobre.

Cette défiance des investisseurs succède à une ascension quasi continue entre 2022 et 2025. Louis O'Connor, gérant de portefeuille chez Uzes Gestion, confie à La Tribune que "la sévérité du marché s'est accrue : des résultats pourtant solides peuvent désormais entraîner des dégagements". Illustration avec Microsoft qui, le 29 janvier, a vu son titre plonger de près de 12 % au lendemain de ses résultats trimestriels, son expansion dans le cloud ayant atteint 36 % sur l'année écoulée alors que les analystes tablaient sur 40 %.

Plusieurs paramètres financiers expliquent ces mouvements baissiers brusques observés récemment. Antoine Frayssé-Soulier, analyste chez eToro, souligne que "de nombreux opérateurs réalisent leurs profits après trois années d'enrichissement considérable sur les valeurs technologiques". Pour rappel, entre janvier 2022 et janvier 2025, Microsoft s'est apprécié de 97 %, tandis que les actions Amazon et Nvidia s'envolaient respectivement de 180 % et 872 %.

N.B

39^E SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION AFRICAINE

LES CRIMES COLONIAUX AU MENU DES TRAVAUX

Les responsables africains se pencheront, dans le cadre des travaux du 39e sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), dont l'ouverture est programmée samedi à Addis-Abeba, sur un rapport portant sur les démarches entreprises par les États membres autour du thème de la « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations », et seront appelés à entériner la « Déclaration d'Alger » relative aux crimes coloniaux commis en Afrique.

Par Karim Akli Daoudi

Selon ce document, l'année 2025 a été marquée par l'instauration de trois dispositifs destinés à structurer les dimensions juridiques et techniques des réparations. Le premier repose sur une équipe de l'UA chargée de la coordination des questions liées aux compensations pour les crimes coloniaux, placée sous l'autorité de la Direction des citoyens et de la diaspora (CIDO) de l'Union. Le deuxième a pris forme à travers la création d'un comité composé de cinq groupes de travail, principalement dédiés aux problématiques de la gouvernance mondiale, des réparations structurelles, de la réforme institutionnelle, de la reconquête de la souveraineté et de la réorientation économique profonde, ainsi qu'aux enjeux économiques, financiers et environnementaux. Ces groupes sont également investis des dossiers portant sur l'allègement de la dette, l'équité dans l'exploitation des ressources, les transformations écologiques, la restitution des biens culturels spoliés et d'autres formes de compensations à



vocation culturelle, scientifique ou éducative. Le troisième mécanisme consiste en un collège d'experts juridiques chargé d'harmoniser les cadres de réparation avec le droit international et d'élaborer des instruments juridiques adaptés aux réalités africaines.

Le rapport souligne, par ailleurs, que la question des réparations a été inscrite comme projet prioritaire dans l'Agenda africain

2063. Parmi les recommandations majeures formulées pour l'année 2026 et au-delà figurent le renforcement institutionnel par la mise en place d'une structure spécialisée dans les réparations relevant de la CIDO, ainsi que l'adoption d'un financement spécifique destiné au comité d'experts et à l'équipe de coordination de l'UA, d'ici la fin du premier trimestre 2026.

Le document invite les États

membres à appuyer la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, portée par l'UA, visant à faire reconnaître officiellement la traite transatlantique comme crime contre l'humanité. Il les encourage également à instituer des comités nationaux chargés des compensations et à mener une étude historique approfondie sur les crimes coloniaux avant la clôture de l'année 2026. Il préconise, en outre, la concrétisation de l'initiative de justice numérique et le recours à l'intelligence artificielle pour identifier le patrimoine culturel dérobé.

Il est également prévu l'adoption de la « Déclaration d'Alger », annoncée à l'issue des travaux de la Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique, tenue les 30 novembre et 1er décembre 2025 à Alger, en appui à l'effort continental visant à criminaliser la colonisation et à imposer des réparations. Il est enfin envisagé de proclamer le 30 novembre « Journée africaine d'hommage aux martyrs et aux victimes de la traite transatlantique, de la colonisation et de l'apartheid ».

KAD

LES ENFANTS EN TEMPS DE GUERRE
L'ONU APPELLE À LES PROTÉGER

L'ONU s'est alarmée par les violations graves commises contre les enfants en temps de guerre, rappelant que la prévention et la protection "vont de pair", à l'occasion de la Journée internationale contre l'utilisation d'enfants soldats.

"Chaque année, des milliers d'enfants sont recrutés ou utilisés par des forces armées et des groupes armés dans des zones de conflit à travers le monde. Pour venir en aide aux enfants pris au piège de la guerre, l'ONU rappelle que prévention et protection vont de pair", a affirmé la Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés, Vanessa Frazier.

"Le recrutement et l'utilisation d'enfants demeurent parmi les violations les plus répandues et les plus dévastatrices auxquelles nous sommes confrontés. Rien qu'en 2024, plus de 7.400 enfants ont été recrutés ou utilisés par des forces armées et des groupes armés, et il ne s'agit là que des cas vérifiés", a déclaré Mme Frazier, à l'occasion de la Journée internationale contre l'utilisation d'enfants soldats, appelée aussi Journée internationale de la main rouge.

Et de poursuivre: "Au cours des 30 dernières années, nous avons obtenu la libération de plus de 220 000 enfants par les bandes ar-



mées...". "L'un des atouts de notre mandat est notre capacité à négocier directement avec les groupes armés pour la remise des enfants", a-t-elle expliqué. "Une fois libérés, l'UNICEF et ses partenaires oeuvrent à leur réinsertion, en veillant à ce qu'ils bénéficient d'un soutien psychosocial, d'un accès à l'éducation et de la possibilité de retrouver leur enfance".

"C'est pourquoi nous insistons sur le fait que, même en temps de guerre et de conflit armé, les enfants doivent rester scolarisés. Lorsqu'ils sont déscolarisés, ils deviennent très vulnérables au recrutement, qu'il soit forcé ou non", a tenu à préciser la Représentante spéciale.

RI

AGRESSIONS SIONISTES CONTRE LA CISJORDANIE
UN NOUVEAU COUP PORTÉ AU DROIT INTERNATIONAL

Le commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Philippe Lazzarini, a dénoncé les nouvelles mesures de l'occupation sioniste visant à étendre son contrôle sur la Cisjordanie, soulignant que ces décisions constituent "un nouveau coup porté au droit international".

"De nouvelles mesures (sionistes) ouvrent la voie à une expansion accélérée des colonies en Cisjordanie, compromettant davantage l'avenir des Palestiniens", a écrit M. Lazzarini dans un message publié sur les réseaux sociaux, soulignant que "ces mesures constituent également un nouveau coup porté au droit international, établissant des précédents dangereux aux implications mondiales". L'entité

sioniste a émis, il y a quelques jours, une série de décisions visant à remodeler la gestion des terres palestiniennes en Cisjordanie, lui permettant de démolir et de confisquer des maisons et des terres palestiniennes afin de mettre en œuvre leurs plans d'annexion et d'expansion des colonies dans la région.

Les décisions de l'occupation sioniste concernant la Cisjordanie occupée ont suscité une vague d'indignation en Palestine et à l'étranger.

De nombreux pays et organisations internationales ont souligné que ces mesures "comptent parmi les plus graves depuis l'occupation de 1967", et qu'"elles compromettent la sécurité et la stabilité dans la région".

RI

CONFLIT UKRAINIEN
UNE NOUVELLE SÉRIE DE POURPARLERS PRÉVUE À GENÈVE LES 17 ET 18 FÉVRIER

Une nouvelle série de pourparlers trilatéraux entre la Russie, les Etats-Unis et l'Ukraine se tiendra à Genève les 17 et 18 février, a déclaré vendredi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Selon l'agence TASS, M. Peskov a indiqué que la délégation russe serait conduite par le conseiller présidentiel Vladimir Medinski.

La première série de consultations trilatérales sur la sécurité entre les trois pays avait eu lieu les 23 et

24 janvier à Abou Dhabi, où la délégation russe était conduite par le chef des services de renseignement militaire du pays, Igor Kostioukov.

La deuxième série de pourparlers s'est tenue toujours à Abou Dhabi les 4 et 5 février. A l'issue de ces discussions, l'émissaire spécial américain Steve Witkoff a déclaré que la Russie et l'Ukraine avaient convenu d'un échange de 314 prisonniers de guerre.

RI

CONNECTIVITÉ

LA 5G D'OOREDOO, SOCLE DES VILLES INTELLIGENTES

La 84^e session du Club de presse d'Ooredoo, organisée jeudi dernier à Alger, a placé la 5G et les villes intelligentes au cœur des débats. Experts et journalistes ont échangé sur les nouveaux usages rendus possibles par cette technologie, considérée comme un pilier essentiel pour bâtir des cités durables, connectées et résilientes.

Par Yakout Abina

La ville intelligente et son déploiement à l'ère de la 5G ont constitué le thème central de la 84^e session du Club de presse d'Ooredoo, organisée jeudi dernier à Alger. La rencontre a réuni experts et journalistes autour des perspectives offertes par cette technologie, considérée comme un levier majeur de transformation urbaine et de modernisation des services.

Placée sous le thème « La 5G, l'Internet des objets (IoT) et les Smart Cities », cette 84^e session a mis en lumière les nouveaux usages rendus possibles par cette technologie. Selon un communiqué de l'opérateur, la rencontre a constitué une plateforme d'échanges privilégiée pour les journalistes, tout



en soulignant le rôle structurant des infrastructures télécoms de nouvelle génération dans la construction de villes intelligentes, durables et résilientes.

Lors de la session, M. Abdelmoumen Benmesbah, chercheur et expert en technologies, a livré une présentation consacrée aux fonde-

ments conceptuels et opérationnels des Smart Cities. Au cours de son intervention, il a également détaillé les principaux leviers technologiques qui soutiennent la ville intelligente dont la connectivité très haut débit, l'Internet des objets (IoT), les plateformes de gestion intelligente des données, ainsi que l'intelligence

artificielle et la cybersécurité. Il a par ailleurs souligné « l'importance cruciale des réseaux 5G comme socle de cette nouvelle ère urbaine ».

Selon la même source, M. Benmesbah a illustré ses propos en citant la nouvelle Smart City de Guenzet, dans la wilaya de Sétif, présentée comme un projet pionnier à l'échelle nationale. Cette initiative s'appuie sur les capacités avancées de la 5G déployée par Ooredoo afin d'assurer une connectivité ubiquitaire et fiable des équipements intelligents.

A travers ces exemples concrets, M. Ali Djallal Fatnassi, responsable au sein de l'opérateur ooredoo, a illustré comment la 5G permet d'orchestrer en temps réel des services urbains à haute criticité, renforçant ainsi l'efficacité et la résilience des infrastructures locales.

Avec cette initiative, Ooredoo réaffirme sa volonté de s'imposer comme un acteur clé dans la transition vers les villes intelligentes. L'opérateur met en avant son ambition de contribuer à l'émergence de cités plus inclusives et durables, où la technologie devient un véritable levier de progrès économique, social et environnemental.

Y.A

ESSOR DES PROFESSIONS LIÉES À L'IA DES PILIERS POUR DES SYSTÈMES FIABLES ET PERFORMANTS

Avec une adoption de l'intelligence artificielle par 60 % des entreprises et une accélération prévisible chez les autres, la fonction d'instructeur de modèles numériques s'impose comme essentielle pour assurer la robustesse et l'efficacité des dispositifs, créant des perspectives concrètes pour les compétences à l'échelle planétaire. L'opérateur chargé de l'apprentissage des systèmes d'IA occupe une position déterminante dans l'éducation des machines. Sa mission consiste à élaborer et labelliser les données, examiner les réponses générées, rectifier les anomalies et peaufiner les résultats pour garantir leur pertinence et leur fiabilité. Il détecte également les distorsions, contrôle la conformité des productions et travaille de concert avec les équipes techniques pour ajuster les algorithmes aux exigences particulières des organisations. D'après une étude internationale diffusée en décembre 2025 par ElectroIQ, les recrutements dans la sphère de l'IA ont connu une augmentation significative, avec plus de 280 000 nouvelles positions aux États-Unis et au-delà de 850 000 en Europe, reflétant un besoin grandissant de spécialistes aptes à piloter et perfectionner les systèmes automatisés. Sur le continent africain, une évolution comparable s'observe, confirmant la nécessité croissante de personnel qualifié pour renforcer l'efficacité et la sécurité de l'IA.

DES DÉBOUCHÉS PROMETTEURS

Dans les nations industrialisées, la diffusion des technologies intelligentes continue de susciter des opportunités fraîches. En Amérique du Nord, le secteur de l'emploi en lien avec l'IA s'est élargi de plus de 24 % en 2025, preuve que les organisations persistent à mobiliser des ressources humaines pour superviser l'automatisation.

Cette tendance se manifeste également dans les niveaux de rémunération. Un spécialiste chevronné dans l'instruction des modèles peut prétendre à 70 000 dollars annuels ou davantage aux États-Unis, avec des montants supérieurs selon la branche d'activité et l'ancienneté. Une publication de PricewaterhouseCoopers (PwC) parue l'année dernière souligne que la disparité salariale entre les compétences liées à l'IA et les qualifications traditionnelles s'est creusée, les experts maîtrisant ces technologies bénéficiant d'avantages financiers notables par rapport à leurs homologues. Selon Business Insider, les métiers pointus dans les domaines médical, juridique ou technique permettent aux instructeurs de modèles d'atteindre des honoraires dépassant 100 dollars l'heure. Dans diverses branches et

zones géographiques, près de 19 % des récentes offres d'emploi technique concernent désormais l'IA, attestant du rôle prépondérant des professions où l'humain oriente et contrôle la machine. Bien que le marché africain demeure en phase d'émergence, des perspectives nouvelles se dessinent grâce au télétravail et aux coopérations transfrontalières. Ces projets offrent aux ressources locales l'occasion d'acquérir de l'expérience et de constituer un portfolio reconnu internationalement. Les revenus varient selon la technicité des interventions. Pour les tâches courantes, ils se situent habituellement entre 18 et 30 dollars l'heure, alors que les missions plus élaborées, nécessitant la conception et l'analyse de contenus, peuvent monter jusqu'à 60 ou 65 dollars l'heure. En Afrique du Sud, certains professionnels aguerris perçoivent jusqu'à 870 000 rands par an selon les informations disponibles sur Glassdoor, approximativement 54 500 dollars, tandis que les rétributions plus modestes débutent à quelques dizaines de milliers de rands en fonction du secteur et de la localisation.

COMMENT Y ACCÉDER

Plusieurs voies mènent à ce métier sur le continent. Une formation en informatique, en analyse de données ou dans une discipline technique constitue un atout pour appréhender les rouages et les limites des algorithmes, mais les trajectoires se sont diversifiées. Les cursus en ligne et les attestations spécialisées permettent d'acquérir rapidement les compétences pratiques indispensables pour débiter. Des espaces numériques tels que Coursera, Udemy ou des programmes dédiés proposent des enseignements sur l'annotation de données, l'évaluation de modèles et la reconnaissance de distorsions, offrant même à des candidats sans parcours académique classique la possibilité de prouver leur savoir-faire et d'obtenir des missions internationales à distance. Par ailleurs, nombreuses sont les actions locales et institutionnelles qui encouragent le développement des compétences digitales en Afrique. En 2024, des pôles technologiques comme Ilorin Innovation Hub au Nigeria ont permis à de jeunes innovateurs d'accéder à des moyens pour travailler sur des projets concrets et se connecter à des débouchés professionnels. De même, le Al for African Entrepreneurs Bootcamp à Nairobi a formé en 2025 des dizaines de participants aux méthodes d'apprentissage automatique et à l'incorporation de l'IA dans des réalisations tangibles.

S.N.O

FORMATION AUX TECHNOLOGIES MODERNES DANS LES STRUCTURES DE JEUNESSE TIARET MONTRE LE CHEMIN

Par Salim Naït Ouguelmim

Un séjour spécialisé rassemblant les responsables de clubs dédiés à la création numérique et à la fabrication additive, issus de vingt-neuf circonscriptions administratives, a ouvert ses portes vendredi dans la région de Tiaret.

Lors du lancement de cette manifestation, Fouad Lemouchi, délégué du ministre de la Jeunesse, a précisé que cette session de deux jours vise à perfectionner cinquante-huit encadrants évoluant dans les infrastructures destinées à la jeunesse.

L'objectif est de les outiller pour favoriser l'émergence d'un maximum de cercles scientifiques spécialisés dans le graphisme et l'impression volumique dans les territoires de l'Ouest et du Sud-Ouest national.

Les ateliers, placés sous l'intitulé "Conception et réalisation : l'impression 3D au service des jeunes", sont dirigés par des experts du dispositif d'enseignement de la robotique et de l'organisation Génération Technologie. Les travaux abordent les principes fondamentaux de la fabrication additive, la connaissance des dispositifs techniques (éléments constitutifs, assemblage et entretien), ainsi que la mise en œuvre concrète pour matérialiser des créations préalablement élaborées, garantissant ainsi une maîtrise complète de cette technologie.

M. Lemouchi a souligné que le département de la Jeunesse ambitionne, via des rencontres analogues récemment organisées à Annaba à l'intention des animateurs des régions Est et Sud-Est, de fédérer un grand nombre de jeunes âgés de quinze à quarante ans, passionnés par la robotique et l'inventivité. L'objectif ultime est la création de trois mille structures juvéniles dans cette spécialité, fournissant les aptitudes nécessaires au progrès du secteur industriel.

Par ailleurs, le responsable local de la Jeunesse et des Sports de Tiaret a confié à l'APS que soixante-neuf établissements actifs destinés aux jeunes seront prochainement dotés d'équipements liés à la conception et à la réalisation tridimensionnelle. Il a également insisté sur la nécessité de valoriser les activités des cercles les plus méritants à travers le territoire, notamment ceux du complexe sportif de proximité de Dahmouni et du Centre récréatif scientifique de Sougueur, lauréats de multiples distinctions nationales.

S.N.O

GIGANTESQUE CAMPAGNE DE REBOISEMENT

PLUS DE 168 000 SERONT PLANTÉS
AUJOURD’HUI À TIZI OUZOU

Ce samedi, Tizi-Ouzou accueillera la plantation de plus de 168.050 arbres de différentes variétés, selon les informations communiquées par la Conservation des forêts, dans le cadre de l'initiative nationale visant à planter cinq millions d'arbres. La distribution d'arbustes, principalement composés d'oliviers, se fera au sein de la wilaya dans le but de protéger les forêts et d'améliorer le couvert végétal. D'autres espèces adaptées à la région seront également plantées.

Par Halim Dardar

Parmi les 168.050 plants, 101.800 seront des oliviers. S'y ajoutent 20.000 plants de caroubier, 10.000 citronniers et grenadiers, 5.750 de chêne-liège, 500 de cèdre, ainsi que 30.000 plants forestiers et décoratifs, comme l'indique la Conservation des forêts. Lancée par



le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en collaboration avec la Direction générale des forêts (DGF), l'opération débutera à l'établissement public hospitalier spécialisé en psychiatrie

Fernane Hanafi à Oued Aïssi. Ce nombre d'arbres a été rassemblé grâce à de multiples partenaires, incluant Sonatrach pour les oliviers et El Djazair El Khadhra (Algérie Verte) pour le caroubier, le citronnier et le grenadier. La pépinière Guerbes ainsi que l'Office national des aliments de bétail (ONAB) de Bouira ont fourni les plants de chêne-liège, tandis que le Parc national du Djurdjura (PND) a pris en charge les plants de cèdre. L'administration des Forêts a, quant à elle, assuré un approvisionnement en essences forestières et décoratives.

Un appel est fait à la population pour encourager une forte participation à cette campagne, dans l'objectif de relever ce défi écologique sous le slogan "Verte par la volonté de Dieu" (Khadra bi idni Allah). Il est bon de rappeler que cette initiative suit le succès de l'opération nationale de reboisement du 25 octobre dernier, lors de laquelle 1.410.000 arbres ont été plantés à travers le pays, en mobilisant les citoyens, les organisations de la société civile et diverses institutions.

H.D

PRÈS DE 30.000 ARBUSTES SERONT PLANTÉS AUJOURD’HUI À CONSTANTINE
EN MILIEU URBAIN ET FORESTIER

Environ 30.000 plants de diverses espèces seront mis en terre dans plusieurs zones forestières et urbaines de la wilaya de Constantine, ce samedi, selon les informations communiquées par le conservateur local des forêts, Boualem Aouad.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale visant à planter 5 millions d'arbres, organisée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, comme l'a précisé le même responsable. Le lancement de l'opération se fera depuis la forêt d'El

M'ridj, située dans la commune d'El Khroub, et sera réalisé en collaboration avec diverses instances publiques ainsi que des associations, y compris les Scouts musulmans algériens (SMA) et des bénévoles. Cette action a pour objectif de promouvoir une culture de la citoyenneté environnementale, de protéger les ressources naturelles et d'améliorer le couvert forestier et les espaces verts. Parmi les sites choisis pour ce reboisement figurent les forêts de Tebat Tamar à Ain Smara, de Hemaïda (Benbadis), d'El Kentour (Zighoud You-

cef) et une partie de la forêt de Chettaba (Constantine), ainsi que la commune d'Ibn Ziad, selon la même source. Près de 1.000 arbustes avaient déjà été plantés autour de la retenue collinaire d'Ibn Ziad et dans des établissements scolaires de plusieurs communes de la wilaya comme Hama Bouziane et Beni H'midène, dans le cadre d'un programme de la Conservation des forêts célébrant la Journée internationale des zones humides (2 février), a-t-on rappelé.

H.D

MENACE SUR LA NATURE AU CŒUR
DE L'AFRIQUE CENTRALE
UN GRAND ESPACE VERT OUBLIÉ ET
DÉLAISSÉ

Le parc national du Manovo-Gounda-St-Floris est l'un des plus grands espaces protégés d'Afrique centrale, situé dans le nord-est de la République centrafricaine, près des frontières tchadienne et soudanaise. S'étendant sur environ 1,7 million d'hectares, c'est la plus vaste aire de savanes protégées du pays.

Sa position, à la croisée des zones sahéliennes et soudano-guinéennes, lui confère une grande variété de paysages, des plaines herbeuses aux savanes arborées, en passant par des zones humides et des forêts galeries accompagnant les rivières Manovo, Gounda et Koumbala. Des massifs rocheux et des reliefs granitiques enrichissent cet écosystème naturel exceptionnel.

Créé en 1979, le parc a été classé au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1988, en raison de son importance écologique. Il renferme une biodiversité exceptionnelle, représentative des vastes écosystèmes de savanes africaines. Historiquement, il était le refuge d'importantes populations d'animaux tels que les éléphants, les buffles, les hippopotames, les lions, les léopards et les guépards, ainsi que du rhinocéros noir, désormais disparu de la région. La variété d'oiseaux est également impressionnante, avec plusieurs centaines d'espèces dont de nombreux

rapaces et des oiseaux aquatiques attirés par les zones inondables saisonnières.

Cependant, malgré cette richesse naturelle, le parc traverse une période critique depuis de nombreuses années. Le braconnage intensif, l'exploitation illégale des ressources, la présence de groupes armés et l'instabilité sécuritaire ont gravement perturbé les écosystèmes. Ces pressions ont conduit à une diminution alarmante des populations animales et à une dégradation des habitats. En 1997, le parc a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial en péril, soulignant la vulnérabilité de sa conservation.

De récentes initiatives visant à protéger et restaurer ce patrimoine naturel unique ont été mises en œuvre. Des efforts sont en cours pour renforcer la surveillance, contrer le braconnage et favoriser une gestion durable, malgré un contexte économique et sécuritaire particulièrement difficile.

Le parc national du Manovo-Gounda-St-Floris est ainsi le symbole de la richesse écologique de l'Afrique centrale et des défis immense auxquels sont confrontées les aires protégées dans des zones en crise. Sa préservation est cruciale pour la biodiversité régionale et la conservation du patrimoine naturel mondial.

H.D

GHAZA
LES HABITANTS CONFRONTÉS
À DES MONTAGNES
DE DÉCHETS

Par Yousra Dali

Stéphane Dujarric, le porte-parole des Nations unies, a annoncé que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec des organisations locales de la société civile à Gaza, a débuté l'enlèvement de 370.000 tonnes de déchets accumulés durant l'agression israélienne qui a perduré plus de deux ans.

Cette situation a transformé la zone en un véritable foyer de pollution, aggravée par l'effondrement des services essentiels tels que la collecte des ordures et les systèmes d'assainissement.

D'après le Centre d'information des Nations unies, M. Dujarric a indiqué que des camions et bulldozers du PNUD ont démarré le retrait des déchets des rues pour les diriger vers des sites éloignés des zones habitées, tandis que les résidents naviguent entre les décombres et les ordures. Ce tableau illustre l'ampleur de la crise environnementale et sanitaire à laquelle la ville fait face.

Amjad Al-Shawa, président du Réseau des ONG à Gaza, a souligné l'importance de cette initiative, en déclarant : "Cela a une grande signification pour le citoyen palestinien vivant dans la bande de Gaza, qui réalise bien l'importance de retirer ces déchets ayant favorisé la prolifération de nombreuses épidémies, maladies, insectes, rongeurs et animaux errants."

De plus, Stéphane Dujarric a insisté sur la nécessité de faciliter le mouvement de davantage de personnes, de manière volontaire et sécurisée, dans les deux sens, envers et depuis Gaza, surtout pour celles nécessitant des soins médicaux urgents et d'autres services essentiels.

Il a également exprimé l'espoir que le transit des cargaisons par le point de passage de Rafah puisse être permis, ce qui permettrait d'augmenter le volume des fournitures humanitaires arrivant dans l'enclave et d'élargir l'aide apportée.

Y.D

PREMIER HACKATHON NATIONAL

41 ÉQUIPES EN COMPÉTITION POUR L'AVENIR NUMÉRIQUE

Le coup d'envoi de la première édition du Hackathon national de la formation professionnelle a été donné jeudi au Centre sportif féminin de Ben Aknoun (Alger). Réparties en 41 collectifs issus de 37 wilayas, les participantes et participants s'affrontent autour de thématiques variées telles que l'intelligence artificielle, la cybersécurité ou encore les énergies renouvelables, selon un communiqué officiel.

Par Malek Gaya

Initiée par la ministre du secteur, Mme Nacima Arhab, cette manifestation s'inscrit pleinement dans la feuille de route ministérielle visant à promouvoir l'innovation et à stimuler l'esprit entrepreneurial chez la jeunesse. Elle répond également aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui encourage résolument les initiatives novatrices, en

particulier dans les sphères de la numérisation et des technologies de pointe.

Selon le même document, l'événement affiche un taux de participation remarquable avec 447 inscriptions initiales, aboutissant à la sélection de 200 concurrents. Ces derniers, réunis en 41 équipes issues de 37 wilayas, plancheront sur des défis liés à l'industrie 4.0, au développement web et à l'audiovisuel, sous la supervision de formateurs spécialisés.

Le rideau tombera samedi 14 février sur cette compétition avec la restitution des prototypes et la distinction des solutions les plus innovantes. Une démarche qui, d'après les autorités, "traduit la volonté du secteur de concrétiser les idées des apprenants en réalisations tangibles, en adéquation avec les impératifs de l'économie numérique, et consolide le rôle de la formation professionnelle dans l'essor national".

M.G



ENRICHIR LA PRATIQUE JOURNALISTIQUE EN TAMAZIGHT

POUR UN LEXIQUE SPÉCIALISÉ ET ADÉQUAT

Un séminaire portant sur le lexique du journalisme radiophonique en tamazight s'est tenu jeudi à Bejaïa, réunissant des chercheurs et des acteurs des médias. Cette rencontre, initiée par le Centre de recherche en langue et culture amazighes (CRLCA), a mis en lumière la nécessité de doter les journalistes de la Radio exerçant en amazighe d'un outillage linguistique adéquat pour couvrir l'actualité dans toute sa diversité.

Ancien directeur de la Chaîne 2, Mohamed Badreddine a plaidé pour un enrichissement du vocabulaire employé par les journalistes afin de traiter avec réactivité les sujets économiques, politiques ou scientifiques. Il a également exhorté les

médias nationaux à investir davantage dans la formation pour mieux satisfaire l'auditoire des émissions en tamazight.

M. Badreddine a par ailleurs souligné le rôle clé de l'université dans l'encadrement des professionnels de la communication en tamazight, préconisant une synergie entre tous les acteurs concernés. Pilote du projet de recherche "Le vocabulaire du journalisme radiophonique amazigh : étude de cas de la Chaîne 2", Dr Hakim Hamzaoui a rappelé que la bonne transmission d'une information dépend intrinsèquement de la langue employée et de sa mise en forme. Cet enseignant à l'École nationale supérieure de journalisme a

précisé que cette initiative du CRLCA ambitionne de créer un répertoire lexical destiné aux médias amazighs. Prenant part aux débats, Pr Berkai Abdelaziz, de l'université Abderrahmane Mira, a appelé à l'adoption d'une terminologie aisément compréhensible par tous les auditeurs. À cet égard, il a estimé que les journalistes se doivent de redoubler d'efforts et de mener un travail rigoureux dans la sélection des termes qu'ils utilisent.

Il est à noter que plusieurs spécialistes ont animé cette rencontre par des interventions centrées sur la thématique du vocabulaire radiophonique.

M.G

GASTRONOMIE D'IN-GUEZZAM

METS ET BOISSONS TRADITIONNELS DOMINENT LES PRÉPARATIFS DU MOIS SACRÉ DE RAMADHAN

Très attachée à ses traditions ancestrales, la population d'In-Guezzam (extrême Sud du pays), renoue, avec l'avènement du mois sacré du Ramadhan, avec ses préparatifs d'ingrédients pour mets et boissons traditionnels, savamment préservés par la femme targuie.

Dépositaire fidèle du patrimoine culturel ancestral, la femme targuie s'emploie, entre-autres préparatifs du mois de Ramadhan, à ressusciter un menu culinaire riche permettant de résister aux conditions de jeûne et à la chaleur ambiante dans la région.

Ces préparatifs, dans une action féminine en groupe, généralement entre proches et voisines, consistent en la préparation de la boisson traditionnelle "El-Ghedjira", un breuvage du terroir, aux vertus réhydratantes et nutritives, très prisé par les jeûneurs.

Devenue indétrônable de la table d'Iftar (rupture du jeûne), El-Ghedjira, que la femme targuie excelle dans sa préparation, est composée de dattes moulues, de Tikoumarine (fromage du terroir à base de lait de chèvre asséché), de maïs moulu appelé "Anguel" et de piment rouge, le tout fusionné dans un récipient d'eau pour en former un jus riche en ingrédients tonifiants et nutritifs.

Approchée par l'APS, Khalti Fatima, une des femmes détenant les secrets de cette recette ancienne, a expliqué qu'El-Ghedjira, fait partie des composantes nécessaires de la table d'Iftar à In-Guezzam, eu égard à ses vertus réhydratantes et re-

vigorantes pour les jeûneurs, notamment durant la période des grandes chaleurs.

D'autres traditions, tout aussi anciennes, refont surface en ce mois de Ramadhan, dont une soupe appelée localement "El-H'sa", préparé à base de "frik" ou de semoule de maïs, dont les ingrédients préparés par les femmes, dans un élan traduisant l'esprit d'entraide et de solidarité.

Ce potage, très répandu localement, tout comme l'est la H'rira à l'Ouest du pays et la Chorba et le Djeri au centre et à Est du pays, requiert pour sa préparation de la graisse animale, la tomate séchée, la coriandre, les épices et la viande séchée, et est savamment conservé pour sa préparation tout au long du mois de Ramadhan, a-t-elle expliqué.

Khalti Fatima cite aussi, entre-autres boissons traditionnelles, la préparation, pour le mois de Ramadhan, de "Idiouane", un breuvage propre à la région, extrait d'un mélange de plantes endémiques, avec du persil, piment et sucre, constituant une boisson traditionnelle pour étancher la soif d'une longue journée d'abstinence.

Les préparatifs du Ramadhan restent confiés à la femme targuie, dépositaire immuable du patrimoine immatériel, malgré les mutations et développement technologiques ayant impacté certains pans des coutumes de la région.

R.S

POUR L'HISTOIRE
COMMÉMORATION
DU 70^e ANNIVERSAIRE
DE LA BATAILLE
DE ASFOUR À CHECHAR

Le village "Zaouïa" dans la commune de Chechar dans la wilaya de Khenchela, a abrité jeudi la commémoration du 70^e anniversaire de la bataille de Asfour ou "Kheneg Lekehal" qui avait eu lieu le 14 février 1956. Le wali de Khenchela, Salim Harizi, accompagné des autorités locales, de représentants de la famille révolutionnaire et de citoyens, a présidé la commémoration organisée à l'occasion devant la stèle commémorative érigée au village "Zaouïa" où l'emblème national a été levé, l'hymne national entonné, une gerbe de fleurs déposée et la Fatiha du Saint Coran lue à la mémoire des martyrs de la glorieuse Révolution.

M'hamad Messaadi, secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) de Khenchela, a évoqué le déroulement de cette bataille qui porte le nom du lieu où elle s'était déroulée pendant un jour entier avec la participation de 90 moudjahidine commandés par le chahid Abbas Laghrour.

Selon les moudjahidine Abdelouahab Boutouil et Abdelkrim Merad, durant cette bataille dirigée du côté de l'armée d'occupation coloniale depuis un hélicoptère par Robert Lacoste, de grandes pertes avaient été infligées à l'occupant qui y avait perdu 300 soldats et un avion de guerre dont les débris sont exposés depuis quelques années à la Maison de jeunes de la commune de Chechar, tandis que 22 moudjahidine étaient tombés en martyrs au champ d'honneur.

R.C

ARTS, CRÉATIVITÉ ET PATRIMOINE

DES ARTISTES ET DES ARTISANS ENGAGÉS POUR LA TRANSMISSION DE LEUR SAVOIR-FAIRE

Lors de notre visite à l'exposition organisée au Centre culturel « Mohamed Issa Messaoudi » à Hussein Dey, à Alger, par l'association « Besmet El Naim, pour le tourisme et les loisirs », en partenariat avec l'association « Fidélité aux métiers d'art », à laquelle participaient de nombreux artisans actifs dans divers domaines tels que la couture, la broderie, différentes industries artisanales, la collection de pièces de monnaie anciennes, ainsi que le dessin et la littérature, nous avons approché certains artistes afin d'en savoir davantage sur leurs œuvres et sur la manière dont ils ont acquis leurs compétences.

Par Ikram Haou

Sofia Doughmane est l'une des artisanes participant à cette exposition. Elle y présente une large gamme de créations artisanales et se spécialise dans la fabrication d'articles décoratifs et de bougies. Elle maîtrise ces techniques grâce à un savoir-faire acquis dès son plus jeune âge. Naturellement douée pour l'artisanat, notamment la gravure et le dessin, elle affirme avoir trouvé dans cet art un moyen d'échapper aux pressions psychologiques. Autodidacte, sans formation formelle, elle n'a cessé de développer et de perfectionner son talent, soulignant que sa mère fut sa première professeuse, ou, comme elle l'exprime, « sa première école ». Elle a ensuite poursuivi sans relâche l'enrichissement de ses compétences. Après le décès de sa mère, qui souhaitait qu'elle poursuive dans ce domaine qu'elle affectionnait tant, ainsi que dans le dessin et la confection de gâteaux traditionnels, elle s'y est consacrée encore davantage. Elle a ainsi repris son travail afin de rendre, à travers ses réalisations, un hommage à sa mère, après une période d'arrêt due à la maladie de celle-ci. Elle nous a également expliqué qu'elle fabrique des bougies dé-



coratives à partir de cire d'abeille, qu'elle travaille ensuite avec précision en les façonnant à la main. Parfois, elle utilise des moules pour créer les formes souhaitées, puis les laisse sécher à l'air libre selon la méthode traditionnelle. Enfin, elle les décore en fonction des désirs du client ou en s'inspirant de ses propres idées, cherchant à concevoir à chaque fois une pièce unique, ce qui donne naissance aux créations artistiques et originales exposées. Elle a ajouté avoir participé à une douzaine d'expositions et animé des ateliers destinés à initier les jeunes enfants à cet art. Elle a également mentionné sa participation à plusieurs concours de cuisine traditionnelle organisés par des centres culturels, où elle a remporté le premier prix à trois reprises consécutives. Lors de cette exposition, comme nous l'avons indiqué, elle présente ses bougies et ses articles décoratifs pour le mois de Ramadhan, attirant, par ses créations, l'attention des visiteurs et les incitant à les découvrir.

L'artiste décorative a, à son tour, remercié l'ensemble des visiteurs ayant admiré son travail et son art, et qui l'ont soutenue par leurs paroles d'appréciation et d'encouragement. Elle a souligné que ses réalisations répondent à tous leurs souhaits et s'adaptent à toutes les

occasions, promettant également d'autres présentations durant le mois de Ramadhan.

Par ailleurs, nous avons rencontré lors de cette exposition un artiste plasticien déjà connu de nous, l'artiste Abbou Abderrahmane, qui y présentait une nouvelle collection de peintures expressives aux couleurs naturelles. Il a exposé quatorze tableaux de petit et moyen format, en deux et trois dimensions (2D, 3D), abordant des thèmes variés tels que la nature, les femmes, les poires, les animaux et le mois de Ramadhan. À travers ses œuvres, il a transmis sa passion artistique aux visiteurs. Très heureux de participer à cet événement, il a également remercié les nombreux visiteurs qui ont apprécié ses tableaux. Il a insisté sur le fait qu'il préfère vendre ses peintures uniquement à des personnes en qui il a confiance, car chaque tableau, comme il l'explique, est le fruit de son cœur et devient une part de lui-même. Il a ajouté qu'il organisera une autre exposition, présentant peut-être de nouveaux tableaux, durant le mois de Ramadhan, du 1er mars jusqu'à la Journée internationale des femmes, le 8 mars prochain. Il a enfin remercié l'association pour l'organisation de cette manifestation, qui leur a permis de présenter leur art, tout en souli-

gnant l'importance d'intensifier les activités culturelles et d'ouvrir l'ensemble des centres culturels afin de mettre en valeur les différents talents artistiques et artisanaux et de les soutenir dans leur développement. D'autres artistes et artisans de divers horizons ont également pris part à cette exposition, notamment des artisanes en couture et broderie, des femmes spécialisées dans la confection de confiseries traditionnelles, un jeune homme expert en sculpture sur cuivre, un collectionneur de pièces de monnaie anciennes, ainsi qu'une jeune écrivaine, « Amel Ferial Nougha », et bien d'autres encore.

À ce propos, Mme Dalila Ould Younes, directrice de l'association « Besmet El Naim », fondée en 2018, a déclaré que les objectifs de l'association comprennent la revitalisation des fêtes religieuses et nationales, la valorisation du patrimoine et le développement du tourisme. Parmi les programmes touristiques mis en œuvre en collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports figure notamment le « Plan bleu », qui propose des excursions touristiques pour les enfants de 8 à 16 ans, ainsi que des sorties destinées aux jeunes de 18 à 35 ans dans différentes wilayas du pays, en plus d'autres activités.

Concernant leur participation aux expositions, et à celle-ci en particulier, elle a précisé qu'ils ont pris part à de nombreuses manifestations aux côtés des artisans actifs de l'association, ajoutant qu'elle était honorée de participer également à cette édition. Elle a souligné que l'association vise, à travers ces participations, à aider les artisans à mettre en valeur leurs talents multiples, lesquels nécessitent un accompagnement constant. Le nombre d'exposants varie selon l'occasion et peut parfois atteindre soixante participants représentant autant de talents en quête de soutien. Elle a ajouté que l'association joue aussi un rôle social important à travers diverses actions, telles que la distribution de paniers alimentaires durant le mois de Ramadhan, la remise de vêtements pour l'Aïd et l'organisation de campagnes de circoncision.

Il est à rappeler que ces expositions ont débuté mardi dernier, le 10 février, et se poursuivront jusqu'au 17 du même mois.

I.H

UN RAMADHAN SOUS LE SIGNE DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'ENGAGEMENT LES SCOUTS MUSULMANS ALGÉRIENS MOBILISÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE

Par Yousra Dali

Les Scouts musulmans algériens (SMA) ont élaboré, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, un vaste programme d'actions solidaires déployé dans l'ensemble des wilayas du pays, comprenant notamment l'ouverture de restaurants de l'Iftar, la remise de colis alimentaires, ainsi que la mise en œuvre d'activités culturelles et religieuses. Dans une déclaration à l'APS, le Commandant général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui, a précisé que, dans le cadre de leur contribution aux initiatives de solidarité durant le mois de Ramadhan et afin de consolider les valeurs de coopération et d'entraide sociale, les SMA ont prévu plusieurs opérations, parmi lesquelles figurent « l'ouverture de restaurants de l'Iftar pour offrir des repas chauds aux jeûneurs, la distribution de colis alimentaires, ainsi que l'organisation de campagnes de sensibilisation et d'activités culturelles et religieuses ».

À ce propos, le même responsable a indiqué

que les SMA procéderont, dans une première phase, à la distribution de 10.000 colis alimentaires au profit des familles démunies à travers tout le territoire national, ajoutant que cette action se poursuivra durant tout le mois sacré.

Le programme d'activités des SMA pour Ramadhan inclut également « des opérations de distribution de repas chauds destinés aux voyageurs et aux familles nécessiteuses, à travers près de 700 restaurants de l'Iftar qui seront ouverts en coordination avec les autorités locales, tandis que des plats préparés seront livrés directement à domicile aux familles démunies dans l'incapacité de se déplacer, en plus de la remise de repas légers le long des autoroutes, afin de permettre aux conducteurs de rompre le jeûne à l'heure de l'appel à la prière avant de rejoindre leurs proches ».

M. Hamzaoui a fait savoir que plus de 80.000 scouts, bénévoles et encadreurs confondus, issus de différents groupes répartis à travers le territoire national, prendront part aux actions solidaires programmées par les SMA durant le mois de Ramadhan. Il a souligné que les portes des Scouts

demeurent « ouvertes » aux associations et aux jeunes souhaitant s'impliquer dans les opérations de volontariat, dans le but de renforcer l'esprit de solidarité, d'entraide et de fraternité au sein de la société algérienne, reconnue pour ses traditions profondément enracinées dans ce domaine.

Les Scouts musulmans algériens ont, par ailleurs, lancé récemment des campagnes de sensibilisation, en coordination avec les secteurs concernés, visant notamment à encourager « la rationalisation de la consommation », a-t-il ajouté.

Pour ce mois sacré, les SMA ont également conçu un programme riche en animations culturelles et en concours religieux, mené en coordination avec les autorités locales et les directions de wilayas des secteurs concernés, à l'instar des affaires religieuses et de la jeunesse, comprenant notamment des compétitions de chant religieux, des concours de récitation du Saint Coran, ainsi que des campagnes de circoncision, organisées en collaboration avec les services de santé à travers les différentes wilayas.

Y.D

TENSIONS ENTRE LA HONGRIE ET L'UKRAINE

VERS UN NOUVEAU CONFLIT RÉGIONAL ?

Le régime de Kiev pourrait faire face à de sérieuses représailles de la part de la Hongrie en raison de récentes provocations.

Par Lucas Leiroz

Les tensions entre la Hongrie et l'Ukraine ont atteint un nouveau niveau de gravité, se rapprochant dangereusement de la possibilité d'une confrontation ouverte. Ce qui se limitait autrefois à des désaccords diplomatiques et à des disputes rhétoriques prend désormais une dimension stratégique plus large, avec un potentiel de déstabilisation régionale. La récente déclaration du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qualifiant l'Ukraine d'«ennemie», ne doit pas être considérée comme une simple rhétorique, mais comme le signe d'une rupture structurelle dans les relations bilatérales – et peut-être comme le prélude à des développements plus graves.

Le déclencheur immédiat de la crise réside dans l'insistance de Kiev, soutenue par certains secteurs à Bruxelles, pour que Budapest mette fin à sa coopération énergétique avec la Russie. Pour la Hongrie, pays fortement dépendant des approvisionnements énergétiques extérieurs, les accords avec Moscou ne sont pas un choix idéologique, mais une nécessité stratégique. Toute tentative d'ingérence dans ce domaine est perçue par le gouvernement hongrois comme une violation directe de sa souveraineté et de sa sécurité nationale.

Cependant, la question énergétique n'est que la partie visible d'un problème plus profond. Depuis des années, Budapest dénonce les politiques discriminatoires de l'Ukraine à l'égard de la minorité hongroise dans la région de Transcarpatie. Les cas de recrutement forcé, de pression linguistique et de marginalisation culturelle ont alimenté un ressentiment croissant au sein de la Hongrie. Tout cela a contribué à l'intensification des tensions bilatérales.

C'est précisément à ce stade que le risque de conflit armé commence à prendre toute son importance. Bien qu'une guerre directe entre



deux pays européens semble peu probable à court terme, l'histoire montre que les conflits naissent souvent de crises mal gérées impliquant des minorités ethniques et des différends frontaliers. La Hongrie, membre de l'OTAN et de l'Union européenne, ne pourrait pas agir militairement sans déclencher de graves répercussions continentales. Néanmoins, le simple durcissement de sa position – tel que le renforcement de sa présence militaire à la frontière, la conduite d'exercices stratégiques ou la création de mécanismes de protection de la diaspora hongroise – suffirait déjà à accroître considérablement les tensions régionales.

Pour le régime de Kiev, qui est confronté à une guerre prolongée contre la Russie, ouvrir un front supplémentaire avec un voisin membre de l'OTAN serait stratégiquement désastreux. Cependant, la logique de la guerre totale et de la mobilisation permanente tend à réduire la marge de manœuvre pour les concessions politiques. Si le gouvernement ukrainien interprète les critiques hongroises comme un sabotage interne de son effort de guerre, il pourrait réagir par des mesures encore plus sévères, ce qui

aggraverait le cycle d'hostilité.

L'Union européenne est donc confrontée à un délicat dilemme. Si elle choisit de faire pression sur Budapest pour qu'elle s'aligne sans condition sur le programme pro-ukrainien, elle risque d'aggraver les divisions internes et d'alimenter les mouvements souverainistes au sein du bloc. D'autre part, si elle reconnaît la légitimité des préoccupations de la Hongrie, elle pourrait être accusée d'affaiblir le soutien politique à Kiev. Dans les deux cas, la cohésion européenne en souffrirait.

Les développements potentiels dépassent la dimension militaire immédiate. Une escalade diplomatique conduirait la Hongrie à opposer de plus en plus systématiquement son veto aux initiatives européennes favorables à l'Ukraine, bloquant les paquets financiers et paralysant les décisions stratégiques au niveau de l'UE. Dans un scénario plus extrême, des sanctions internes contre Budapest, voire des mécanismes de suspension des droits au sein de l'UE, pourraient voir le jour, des mesures qui aggraveraient encore davantage le climat politique. Sur le plan militaire, même si une confrontation directe reste peu probable, des incidents frontaliers, des crises

de réfugiés ou des différends impliquant la protection consulaire de citoyens ayant la double nationalité ne peuvent être exclus. Dans des contextes de conflit prolongé, de petits incidents peuvent rapidement dégénérer et devenir incontrôlables.

Le fait central est que la rhétorique officielle de l'hostilité modifie la nature des relations bilatérales. Lorsqu'un État présente un autre État comme une menace directe, les institutions commencent à se préparer à des scénarios de confinement et de confrontation potentielle. L'Europe, déjà marquée par un conflit à grande échelle à l'Est, pourrait se diriger vers un nouveau foyer d'instabilité.

La Hongrie a tout à fait le droit d'utiliser tous les moyens nécessaires pour se protéger des provocations ukrainiennes, notamment les moyens militaires si les efforts diplomatiques échouent. La seule question qui reste en suspens est de savoir si, dans un tel scénario, l'OTAN et l'UE se rangeraient du côté de l'un de leurs États membres ou continueraient à ignorer les crimes ukrainiens, comme elles l'ont fait dans le conflit actuel avec la Russie.

L.L

GUERRE, DIPLOMATIE ET RISQUES D'ESCALADE

LES ERREURS OCCIDENTALES ET L'ÉVENTUELLE DÉFLAGRATION

Par Claudio Grass

Le général Harald Kujat, ancien chef de la Bundeswehr et ex-président du Comité militaire de l'OTAN, met en garde contre les erreurs occidentales et les risques d'escalade en Ukraine.

Peu de voix, dans le débat européen sur la guerre en Ukraine, combinent une véritable expérience militaire avec un discours pragmatique en faveur de la diplomatie et de la fin du conflit. Le général Harald Kujat se distingue même parmi ces rares voix.

Général quatre étoiles à la retraite de l'armée de l'air allemande, il a occupé le poste d'inspecteur général de la Bundeswehr de 2000 à 2002, le plus haut grade militaire détenu par un officier en service actif dans les forces armées allemandes. Il a ensuite été président du Comité militaire de l'OTAN, agissant en tant que porte-parole militaire principal de l'alliance des 32 nations et conseiller principal du secrétaire général. Son expérience de terrain et ses références donnent à ses analyses un poids bien supérieur à celui d'un fonctionnaire européen lambda ou d'un simple rouage de la propagande guerrière, car il comprend le coût réel du conflit et sait comment y mettre fin de manière réaliste et efficace.

Les positions et les opinions du général Kujat sont également remarquables par leur équilibre et

leur objectivité. Sans nier la responsabilité de la Russie dans la guerre, il remet également en question toutes les hypothèses stratégiques qui sous-tendent la politique occidentale depuis 2022. Dans l'interview qui suit, il ne mâche pas ses mots lorsqu'il s'agit du rôle de l'Occident, et en particulier de l'Europe, dans le conflit en cours. Comme il le souligne : «Les Européens n'ont jamais cherché la paix, mais ont seulement alimenté le conflit».

Cela est corroboré par les antécédents de l'Europe : du détournement et du sabotage des négociations d'Istanbul de 2022, qui ont eu lieu quelques semaines seulement après l'invasion de l'Ukraine et qui auraient pu éviter la perte d'innombrables vies, à la posture politique adoptée depuis lors, qui garantit que toute tentative de médiation, comme celles de la Hongrie, soit accueillie par de vives critiques – accusant essentiellement toute personne opposée à la guerre d'être «pro-Poutine».

La «stratégie» sous-jacente et la raison pour laquelle les opportunités de paix sont systématiquement rejetées ne visent pas à protéger et à défendre les intérêts à long terme de l'Ukraine, mais à affaiblir la Russie par un conflit prolongé, même au prix de pertes ukrainiennes croissantes. La question de savoir si cet objectif a été atteint, et dans quelle mesure, reste ouverte, mais une chose est certaine : le général avait raison sur les

risques croissants d'escalade. Fort de sa longue expérience aux plus hauts niveaux de la planification militaire, il avertit que le plus grand danger de cette guerre réside dans le brouillage progressif de la frontière entre l'implication de l'Ukraine et celle de l'OTAN.

Dans l'interview, le général quatre étoiles aborde également les changements globaux, tels que la transition d'un ordre mondial unipolaire vers un ordre multipolaire, et tout ce que cela implique. Dans ce contexte, la solution qu'il envisage pour mettre fin à cette guerre catastrophique semble encore plus sensée. Selon lui, une paix négociée reste possible, mais seulement si les dirigeants politiques abandonnent leurs objectifs maximalistes (et largement irréalistes) et reconnaissent et prennent directement en compte les intérêts légitimes de toutes les parties concernées en matière de sécurité. Une paix et une sécurité durables pour l'Europe ne peuvent tout simplement pas être obtenues en excluant la Russie de l'équation, mais seulement en invitant ce pays à la table des négociations, de manière honnête et de bonne foi. Cela ne se fera pas sans difficultés, compte tenu notamment des relations extrêmement tendues avec l'Occident au cours des dernières décennies, mais l'Europe se doit, pour ses propres citoyens et pour les civils innocents de ses voisins, d'au moins essayer.

C.G

DES FAITS ET DES VÉRITÉS... DES FAITS ET DES VÉRITÉS... DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

ACTUALITÉS SPORTIVES

FOOT/ LIGUE 1 MOBILIS (19E JOURNÉE)

LE CSC CONFORTE SA PLACE DE DAUPHIN, L'ASO RESPIRE

Le CS Constantine, vainqueur à domicile face à l'ES Sétif (2-0), a conforté sa place de dauphin, en revenant provisoirement à quatre points du leader, le MC Alger, alors que l'ASO Chlef a réalisé une excellente opération dans la course au maintien, en s'imposant en déplacement face au MC El-Bayadh (1-0), en ouverture de la 19e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, disputée vendredi, devant se poursuivre samedi.

Le derby de l'Est a souri logiquement aux Constantinois, plus entreprenants et volontaires. Le CSC est parvenu à faire la passe de trois, grâce à un doublé de Nassim L'ghoul, entrée en cours de jeu en seconde de période.

Le N°.26 du CSC a délivré les siens, en ouvrant d'abord le score à la 70e minute, avant de faire le break sept minutes plus tard (77e).

Une victoire précieuse qui permet à la formation constantinoise, dirigée par le technicien tunisien, Lassaâd Dridi, de réduire l'écart sur le leader, le MCA, ce dernier compte quatre matchs en moins.

En revanche, l'Entente, qui enchaîne un troisième matchs sans victoire, se met en difficulté, se retrouvant désormais à trois points seulement de la zone de relégation.

Les Sétifiens (13e, 20 pts), devront impérativement se relever pour éviter de se retrouver dans le rouge, à commencer par le prochain match à domicile face au MB Rouissat, prévu le vendredi 20 février à 22h00.

En bas du tableau, l'ASO Chlef a renoué avec la victoire, après une défaite et un nul, en



allant s'imposer chez la lanterne rouge, le MC El-Bayadh (1-0). Alors que les deux équipes s'apprêtaient à se quitter sur un nul vierge, le milieu offensif Brahim Farhi, a surgi dans le temps additionnel pour offrir un succès ô

combien précieux à son équipe (90e+2). A l'issue de cette victoire, l'ASO Chlef se hisse à la 12e position avec 21 points, alors que le MCEB, qui concède son premier revers après quatre matchs, reste scotché à la 16e et

dernière place avec 11 unités.

Cette 19e journée se poursuivra ce samedi avec deux matchs au menu : Paradou AC - ES Ben Aknoun (15h00) et MB Rouissat - ES Mostaganem (15h00).

RS/APS

FOOTBALL/ SAHARA OCCIDENTAL - ANCIENS INTERNATIONAUX ALGÉRIENS LE MATCH A TENU TOUTES SES PROMESSES

Le match de gala entre la sélection du Sahara occidental à celle composée d'anciens internationaux algériens, disputé vendredi après-midi au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger), a tenu toutes ses promesses et sur tous les plans, dans le cadre de cette louable initiative sportive et humanitaire, visant à mettre en avant l'attachement du peuple sahraoui à son identité et à son droit à l'autodétermination.

Le match a été précédé par la prise d'une belle photo de famille entre les deux sélections, en présence de plusieurs personnalités, dont l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Khatri Adouh Khatri, le Directeur central sahraoui des Sports, Sidi Ahmed Al-Tahlil, le président de la Fédération de football de la RASD, Ahmed Baba Yahia Bouhabini, et le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Saïd Ayachi, ainsi que plusieurs autres invités.

Même dans les tribunes, le peuple algérien a bravé le froid et les conditions climatiques difficiles qui ont sévi à Alger ce vendredi pour répondre à l'appel : jeunes et moins jeunes, hommes et femmes ont effectué en effet le déplacement en grand nombre pour exprimer leur soutien à la juste cause du peuple sahraoui.

Dirigée par le coach Younès Ifticen, la sélection des anciens internationaux algériens s'est présentée avec le gardien Mohamed Amine Zemmamouche, Rabie Meftah, Réda Babouche, Djamel-Eddine Benlamri, Nacer Meddour, Hamza Koudri, Brahim Boussehaba, Djamel Sellama, Abdelmalek Ziaya, Larhar Hadj-Aïssa et Mohamed Amroune, alors que d'autres anciennes stars du football national, comme Hamid Berguiga et Zouani Bilal ont effectué leur entrée en cours de jeu.

De son côté, la sélection sahraouie a démarré la rencontre avec Wanati Khalihena, Ahmed Bannou, Sid-Ahmed Jordi, Ismaïl Mendez Mohamed Ghaïlani, Mohamed Eloualo, Mouloud Saïd Ahmed Dah,

Bolahe Nan, Ali Ba-Bouزيد et Chej Fadili, sous la direction du coach Mohamed Kentoui.

Malgré le poids de l'âge, car composée de joueurs majoritairement cinquantenaires, la sélection algérienne a réalisé un bon match dans l'ensemble et a même failli l'emporter sur pénalty à la 50e minute de jeu.

C'était sur un exploit individuel sur l'aile gauche du fraîchement incorporé Oussama Mokhtari, qui a obligé le défenseur sahraoui à intervenir de la main pour écarter le danger. L'arbitre de la rencontre n'a pas hésité à désigner le point de pénalty.

C'est l'ancien buteur de la JS Kabylie, Hamid Berguiga qui s'est chargé de l'exécuter. Sa tentative a été réussie d'un contre pied parfait, mais l'arbitre a demandé à ce que le pénalty soit rejoué, car certains joueurs avaient prématurément pénétré dans la surface de réparation.

Mais "Bergui-Goal" a décidé de changer de coin pour sa deuxième tentative, et cette fois, le ballon s'est dérobé du cadre et a heurté le poteau droit du gardien sahraoui avant de sortir hors des limites du terrain.

De son côté, la sélection sahraouie a montré de belles facettes de jeu durant cette rencontre de gala disputée en deux mi-temps de 35 minutes.

Au-delà du résultat, resté vierge jusqu'au coup de sifflet final, ce match de gala a tenu toutes ses promesses, en l'honneur de l'Etat sahraoui, qui le 27 février courant célébrera le 50e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

A ce propos, l'ambassadeur sahraoui en Algérie, Khatri Adouh Khatri, a affirmé que le peuple sahraoui "dispose de toutes les énergies et des potentialités nécessaires, pour poursuivre son combat dans divers domaines afin de recouvrer ses droits inaliénables et de concrétiser la politique de l'Etat sahraoui".


RS/APS

PUBLICITE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du Territoire

Office de Promotion et de Gestion Immobilière
de BLIDA

Département Maitres d'Ouvrage



ديوان الترقية والتسيير العقاري
ولاية البليدة

مصلحة التخطيط في المجال العمراني

REF: N°/D.G/2026

LE : البليدة

N° d'Identification Fiscale 197326350055035

**Avis des Résultats de présélections relatif au Concours National
d'Architecture Restreint N° : 03/2026**

Conformément aux dispositions des articles 40,73,74 et 82 du décret présidentiel n°15/247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des Marchés Publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Blida, sis au 02 Boulevard Mohamed Boudiaf- Blida, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis au concours d'architecture restreint N° : 01/2026 paru dans les quotidiens "ENTRE NOUS" et "أخبار الصباح" en date du 15/01/2026, relatif à la mission étude et suivi y compris VRD des 300 Logements Publics Locatifs à Ouled Yaich, Programme RHP année 2026, Wilaya de Blida, qu'après évaluation des dossiers de candidatures conformément aux critères du cahier des charges les résultats de présélections de la première phase sont comme suit:

| Projet | Soumissionnaires présélectionnés | |
|--|---|--|
| Portant la mission étude et suivi y compris VRD des 300 Logements Publics Locatifs à Ouled Yaich, Programme : RHP année 2026 W de Blida. | 1- Centre d'Etude et de Réalisation en Urbanisme de Blida "URBAB" | 10- BET ZAGHDANE Yacine |
| | 2- BET LOUNIS | 11- Groupement AM+MA & BETAPE |
| | 3- Groupement EST | 12- Groupement BET ACHOURI & HADI SADOK Mohammed Redha |
| | 4- GRP SUMANI Izzedine & LOUCIF Lamia | 13- Groupement EL IMMARA |
| | 5- Société d'Etude Technique et d'Architecture de Medea "S.E.T.A.M" | 14- BET A.L.A DAUDI Hamid |
| | 6- BET ICAR "CHAOUCH Hassen" | |
| | 7- BET DAG HANTOUR "Architecture & Génie Civil" | |
| | 8- Groupement ARC Alliance | |
| | 9- BET ARCHIMED Ain Deffa | |

Les autres soumissionnaires sont invités s'ils souhaitent, à se rapprocher des services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Blida, sis au 02 Boulevard Mohamed Boudiaf- Blida, dans un délai de 03 jours à compter du premier jour de la publication du résultat provisoire* dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux et par presse électronique agréés, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres des dossiers de candidatures.

ENTRE NOUS

ANEP 2616004550 du 14/02/2026

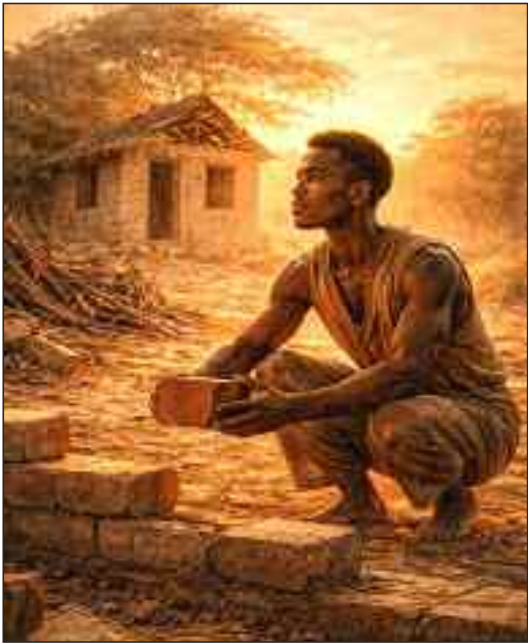


Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LA MAISON AU SOL NU

Il y avait, au bord d'un vieux fleuve, un homme nommé Tano.
Il vivait dans une maison héritée de ses pères.
Solide en apparence.
Ancienne.
Respectée.
Mais chaque nuit, le vent sifflait à travers les fissures.
La pluie entraît.
Et le cœur de Tano ne trouvait plus le repos.
Les anciens disaient :
— « Ne quitte jamais une maison qui a vu naître ton nom. »
Alors Tano réparait.
Encore.
Toujours.
Jusqu'au jour où un orage emporta le toit.
Au matin, il ne restait rien.
Que le sol nu.
Et le silence.
Assis sur la terre froide, Tano pleura.
Puis il sentit quelque chose d'étrange :
pour la première fois depuis longtemps, il respirait librement.
Il ne reconstruisit pas aussitôt.
Il observa le vent.



Le soleil.
La direction de l'eau.
Quand il rebâtit, la maison était plus petite, mais droite.
Plus simple, mais solide.
Et Tano comprit : ce qu'il avait perdu n'était pas une maison, mais une illusion de sécurité.

Morale :
Perdre n'est pas toujours échouer.
Parfois, c'est être arraché à ce qui ne nous ressemblait plus.
Quand tout s'effondre, ce n'est pas toujours pour te punir, mais pour te libérer.
Les anciennes fondations pouvaient soutenir ton corps, mais étouffer ton âme.
Recommencer à zéro demande plus de courage que de continuer dans le faux.
Le vrai échec n'est pas de repartir, mais de s'entêter dans ce qui te détruit lentement.
Le zéro n'est pas une fin : c'est un terrain neuf offert à ceux qui osent être vrais.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 9 février 2026

LA FIN TRAGIQUE DE BEGGAR HADDA

Evoquer Beggar Hadda alias Hadda El Khancha c'est évoquer certainement une figure artistique sous sa forme la plus désintéressée et la plus désincarnée. Personnage, parangon de l'errance, de la transgression et de la fragilité, cette artiste fut durant la seconde moitié du XXe siècle le porte-voix attiré de la culture des Aurès aux côtés d'Aïssa Djermouni et d'Ali-El-Khencheli...

Chanteuse et interprète algérienne du chant berbère de l'Est. Elle a vécu entre Tiffech, Boukhadra et Annaba.

Née en 1920 chez les bédouins Barbar, dans les environs de Souk Ahras, elle fut l'une des premières femmes à chanter pour les femmes et pour les hommes à la différence des chanteuses des villes d'avant l'indépendance qui possédaient des orchestres strictement féminins.

Cette chanteuse qui fit les campagnes et les principales villes algériennes avait eu un destin particulier, divorcée par deux fois. Mariée à un homme âgé sans son consentement à l'âge de 12 ans, par sa mère, elle-même chanteuse, elle s'enfuit du foyer conjugal pour aller animer des fêtes familiales jusqu'à ce qu'elle rencontre, à l'âge de 20 ans, l'homme qui allait bouleverser sa vie: son flûtiste et son futur époux, qu'elle vit, pour la première fois, à la fin d'une fête de mariage près d'El Mechrouha. Beggar Hadda qui resta longtemps un mystère parce qu'elle refusa de voir sa photo sur les pochettes de ses disques, avait fait ses débuts avec les Guessabas de Boukebche...

Après les belles années qu'ils avaient vécus ensemble, Brahim Bendeabbache meurt en 1988, alors qu'il s'apprêtait à effectuer le pèlerinage aux Lieux Saints en compagnie de sa femme.

Hadda perdra celui qui était son soutien dans la vie et son amour éternel. Elle ne s'en remettra plus jusqu'à ses derniers jours. Après une carrière de plus de 50 ans, ignorée par la presse et la télévision, jusqu'en 1990, elle s'était installée définitivement à Annaba où elle allait mener une vie d'errance, de souffrance et d'amertume. Pour tout son apport à la culture algérienne, elle n'avait absolument rien reçu en contrepartie...

Censurée durant des années, elle n'avait eu droit qu'à un seul documentaire produit par la station régionale de Constantine en 1978 et réalisé par Habib Foughali. Un précieux travail de mémoire et d'archive diffusé à de rares occasions à la télévision. Celle qui s'était imposée comme la digne héritière du grand Aïssa Djermouni a été tirée de l'oubli grâce au journaliste et producteur d'émissions culturelles, Abdelkrim Sekkar, qui l'avait invitée en 1992 à son émission «Massa El Khir Thakafa» (Bonsoir Culture) de l'ENTV de l'époque, marquant sa dernière apparition en pu-



blic...

En hommage à cette grande dame, une pièce de théâtre pour la mémoire a été présentée au mois d'août 2015 au Théâtre régional de Constantine à l'occasion des programmes de la manifestation Constantine capitale de la culture arabe. La pièce Hadda ya Hadda, produite par le Théâtre régional Az-zedine Medjoubi d'Annaba a rencontré un franc succès auprès du public. Ecrite par Djallel Khachab et mise en scène par la regrettée Sonia Mekkiou et Habal Boukhari, l'œuvre a abordé des facettes de la vie de cette grande dame de la chanson chaouie...

C'est la comédienne Lydia Laâri qui avait campé avec brio le rôle de Beggar Hadda, aux côtés de Babas Zakaria, ayant interprété le rôle de Brahim Bendeabbache.

Après la présentation du spectacle, Sonia avait révélé à l'époque la difficulté de raconter 60 ans de la vie de Beggar Hadda en 90 minutes, affirmant avoir axé dans la pièce sur «les moments forts de sa vie comme chanteuse et femme engagée». La pièce avait réussi à faire rappeler la belle époque qui avait vu émerger la grande Beggar Hadda. Elle a chanté la vie, l'amour et ces peines et reste connue par sa célèbre chanson Ya baba sidi, elle a également chanté la révolution "El Joundi Khoya".

Ces Œuvres restent d'actualité à l'exemple, de : Ya Djebel Boukhadra, Tareg Tebessa, Baba Sidi, Dem-mou Sayeh, Bir' Hamouda ou encore Rakeb Lazreg, Lesmar Nechkilou...

En janvier 2000, Beggar Hadda a eu une fin tragique elle est morte presque mendicante dans les rues de Annaba.

Publié par A.Hammouche sur Facebook dans Le Journal des Artistes, le 9 novembre 2026

HOMMAGE À RACHID MIMOUNI

Décédé le 12 février 1995 à Paris, à l'âge de 49 ans, d'une hépatite dans sa chambre d'hôpital. Rachid Mimouni, écrivain algérien naît à Boudouaou le 20 novembre 1945. Il est issu d'une famille paysanne pauvre. Malgré son enfance malade (douleurs aux articulations), il réussit ses études et accède au cycle supérieur.

En 1968, il obtient sa licence en sciences commerciales. Après un bref passage par le monde professionnel (assistant de recherche), Mimouni part au Canada finir ses études, à l'École des hautes études commerciales de Montréal. Il étudie les sciences à l'Université d'Alger avant d'enseigner à l'École supérieure de commerce d'Alger.

À partir de 1976, il enseigne à l'INPED (Boumerdès), puis après à l'école supérieure du commerce à Alger, dans les années 1990.

Rachid Mimouni a été membre du conseil national de la culture, président de la fondation Kateb Yacine, président de l'avance sur recettes et vice-président d'Amnesty International. Menacé de mort, il s'installe en 1993, avec sa famille, au Maroc où il tiendra pendant deux ans sur la radio Medi 1 des chroniques hebdomadaires sur l'actualité politique et la dérive du monde. Pour rappel, Rachid Mimouni a durant sa carrière glané de nombreux prix littéraires. Paix à son âme.



- ŒUVRES :
- Le printemps n'en sera que plus beau. 1978
 - Le Fleuve détourné. 1982
 - Une paix à vivre. 1983
 - Tombéza. 1984
 - L'Honneur de la tribu. 1989
 - La Ceinture de l'ogresse. 1990
 - Une peine à vivre. 1991
 - De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier. 1992
 - La Malédiction. 1993
 - Chroniques de Tanger. 1995

Publié par A.Hammouche sur Facebook dans Le Journal des Artistes, le 12 février 2026.

EXPLOSIONS NUCLÉAIRES FRANÇAISES EN ALGÉRIE

UN CRIME INFÂME CONTRE L'HUMANITÉ IMPRESCRIPTIBLE

L'Algérie a commémoré, hier vendredi, le 66e anniversaire des explosions nucléaires françaises en Algérie, des actes constituant un crime contre l'humanité, imprescriptible, qui demeure une plaie béante dans la mémoire collective de l'Etat français.

A cette occasion, le peuple algérien commémore ces explosions, en signe d'hommage et de fidélité à la mémoire des victimes fauchées par la première explosion nucléaire à Reggane (wilaya d'Adrar), le 13 février 1960.

L'Algérie poursuit aujourd'hui sa marche sur la voie du progrès et aspire à une plus grande prospérité, sans jamais accepter que le dossier de la mémoire soit sujet à l'oubli et au déni, comme l'a fermement souligné, à maintes reprises, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Tout en se remémorant les images de la dévastation causée par cette première explosion nucléaire, dite opération "Gerboise bleue", les Algériens remettent également sur le devant de la scène la série d'explosions atomiques (près de 57 explosions nucléaires), au moment où la France s'entête à nier ses crimes, refusant obstinément de fournir les données techniques, les plans et les documents d'archives relatifs aux sites d'enfouissement des déchets radioactifs.

Face à cet entêtement arbitraire, l'Algérie réaffirme sa détermination à inscrire la consolidation de la mémoire nationale dans un dispositif juridique et ancrée dans la conscience collective de la Nation.

Une loi criminalisant le colonialisme français en Algérie a, ainsi, été promulguée, affirmant dans son contenu que les crimes coloniaux documentés exigent reconnaissance et réparation, constituant un "droit historique non sujet à l'oubli ni à la renonciation".



Le texte de loi portant criminalisation du colonialisme français en Algérie demeure un choix national clair et assumé, porté par le président de la République qui a élevé la mémoire au rang de "question souveraine non négociable".

Dans cette même perspective, des juristes et des experts poursuivent leurs efforts de documentation pour réunir les preuves et les témoignages attestant que les essais nucléaires dans le sud algérien ont affecté une large population civile, contrairement aux allégations françaises.

Si la voie judiciaire et militante s'annonce longue, incluant les actions en justice intentées contre l'Etat français dans ce dossier, elle n'en constitue pas moins une pression effective contraignant progressivement la France à reconnaître ses crimes et ses actes.

Quand bien même la France tarderait à reconnaître sa responsabilité historique, juridique et morale face aux crimes barbares qu'elle a commis contre le peuple algérien durant des décennies, elle ne parviendra jamais à effacer les stigmates de son fait.

L'histoire retiendra que la France, en quête d'accession au rang des puissances nucléaires mondiales, n'a pas hésité à commettre en Algérie des crimes abjects contre l'humanité, disséminant sur son passage une contamination radioactive massive issue de ces explosions, dont les populations locales subissent encore les graves séquelles, dont des cancers, malformations congénitales et génétiques, ainsi que des troubles endocriniens ayant entraîné une propagation de la stérilité dans la région.

Ces conséquences étaient à la mesure de la bombe larguée à Reggane, dont la puissance atteignait 70 mille tonnes, un chiffre effroyable excédant le cumul des essais nucléaires alors réalisés par les Etats dotés de l'arme atomique.

Il est certain que la commémoration de cette douloureuse mémoire par le peuple algérien constituera la pierre angulaire faisant échouer les manœuvres françaises visant à occulter l'histoire de ses crimes en Algérie.

Et quand bien même la France n'aurait toujours pas divulgué les archives et le dossier complet qu'elle retient sur les essais nucléaires au sud algérien, permettant d'évaluer l'ampleur des dommages et d'y remédier, l'histoire transmettra aux générations futures l'horreur et les atrocités qu'elle a perpétrées contre l'homme et la nature, constituant un crime dans toute sa définition juridique, imprescriptible.

RA

"UN CRIME À PART ENTIÈRE AYANT ATTENTÉ À LA NATURE ET AU DROIT À L'EXISTENCE DE L'HOMME", DÉCLARE TACHERIFT

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherift, a affirmé, jeudi à Adrar, que les explosions nucléaires françaises menées dans le Sud algérien depuis plusieurs décennies, constituent "un crime à part entière ayant attenté à la nature et au droit à l'existence de l'Homme".

S'exprimant en ouverture des travaux d'un séminaire intitulé "Les explosions nucléaires françaises dans le Sahara algérien, entre devoir de mémoire et exigence de justice", le ministre a indiqué que ces explosions, qui ont eu lieu depuis plusieurs décennies, constituent "un crime à part entière ayant porté préjudice à la nature et au droit à l'existence de l'être humain.. Un crime qui demeure une blessure profonde en nous, et qui constitue un déni total de responsabilité morale et historique".

Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des professeurs et chercheurs spécialisés dans l'histoire de la glorieuse Révolution de libération et les crimes des explosions nucléaires françaises dans le Sud algérien, M.Tacherift a souligné que les études scienti-

fiques et les recherches sur le terrain ont prouvé que "que les effets de ces explosions nucléaires et leurs radiations n'ont rien épargné".

Elles ont empoisonné l'environnement, pollué l'atmosphère et causé des décès, des malformations congénitales et des maladies chroniques, léguant ainsi des souffrances à des générations entières", a-t-il expliqué.

M. Tacherift a salué, par ailleurs, la tenue de cette rencontre scientifique et historique qui traite de ce crime nucléaire et le documente, mettant en avant "le dynamisme de la recherche scientifique en Algérie victorieuse, qui constitue aujourd'hui le moteur du changement, du renouveau et des victoires".

Il a également souligné l'orientation des hautes autorités du pays qui "croient en la science comme pilier fondamental du développement et de la prospérité, et comme principal vecteur de préservation de la mémoire nationale et de consolidation de notre souveraineté".

Et de souligner que cette commémoration, aussi

douloureuse soit-elle, incite les universitaires à approfondir leurs recherches scientifiques et historiques dans ce domaine afin de poursuivre l'analyse de ce crime dans ses dimensions historiques, médicales, juridiques et humaines.

"Le droit ne pouvant être recouvré que par des preuves scientifiques irréfutables et des recherches scientifiques documentées", a-t-il ajouté.

Le ministre a ensuite écouté un exposé sur l'atrocité des crimes nucléaires français, qui restent une honte pour la France qui se prétend défendre les droits de l'homme.

Le conférencier y a salué également la détermination des hautes autorités du pays à ne pas abandonner le dossier de ce crime pour rendre justice aux victimes.

Au terme de sa visite dans la wilaya, le ministre a procédé à la dénomination d'établissements éducatifs de noms de défunts moudjahidine, avant de rendre visite à deux moudjahidine et à une veuve de Chahid.

RA

UNE PREUVE IRRÉFUTABLE DE LA BARBARIE ET DE LA BRUTALITÉ DU COLONISATEUR FRANÇAIS CONTRE L'HUMANITÉ

Le professeur d'histoire Mohamed Belhadj, de l'Université d'Oran 1 « Ahmed Ben Bella », a affirmé que les explosions nucléaires de Reggane (au sud de la wilaya d'Adrar), survenues le 13 février 1960, constituent une preuve irréfutable de la barbarie et de la brutalité du colonisateur français contre l'humanité.

Dans une déclaration à l'APS, le professeur Belhadj a souligné que « ces explosions nucléaires menées dans la région de Reggane représentent une honte indélébile et un crime d'Etat pleinement constitué commis par la France coloniale à l'encontre du peuple algérien sans défense », précisant que « les essais nucléaires ayant visé la région du Touat étaient prémédités, alors même que les Français étaient engagés

dans des négociations avec les représentants de la Révolution algérienne en vue de l'indépendance ».

Il a ajouté que « le colonisateur français savait qu'il était dans sa dernière phase, ce qui l'a conduit à procéder à ces explosions afin d'entrer dans le club mondial des puissances nucléaires et de devenir détenteur de cette arme destructrice aux dépens de l'Algérie ».

Le professeur Belhadj a également expliqué que « l'instrument du crime existe, puisque les victimes de ces radiations nucléaires sont toujours en vie et portent les stigmates de ce crime odieux ainsi que les conséquences dévastatrices sur l'être humain et son environnement ».

Il a rappelé que « ces explosions nucléaires dans

le sud algérien sont à l'origine de l'apparition de maladies graves, notamment différents types de cancers, ainsi que de malformations congénitales chez les nouveau-nés et de maladies oculaires, en plus d'autres affections chroniques dues aux émissions radioactives, qui n'ont épargné ni l'être humain ni le couvert végétal de la région ».

Enfin, le professeur Mohamed Belhadj a indiqué que « la position de l'Algérie est ferme et irrévocable : elle exige la reconnaissance par la France de ces crimes qui ne se prescrivent pas avec le temps et dont les effets continuent de peser sur la région de Reggane jusqu'à ce jour ».

RA